

tribune

PSU

socialiste



- **ITALIE**
l'imbroglio

- **EUROPE**
le PC
à petits pas

- **P.S.U.**
les travaux
de la D.P.N.

- **JACQUIER**
simple militant

Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DES-
TOT - Jacques FERLUS - Jacques GAL-
LUS - Gilbert HEROET - Jean-François
MERLE - Jean VERGER.

Publicité : Régie-Information, 32, rue
Le Peletier - 75009 PARIS. Tél. :
770.40.18.

Directeur de la publication : Jean LE
GARREC.

Rédaction : 566-45-64

Administration : 566-45-37

9, rue Borromée - 75015 PARIS

Publicité : Régie Information

Tél. : 770-40-18.

Distribué par les N.M.P.P.
S. A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE

1. Joindre la bande du dernier envoi avec 2 F en timbres-postes.
2. Indiquer la nouvelle adresse avec la codification postale.

CALENDRIER POLITIQUE

- Depuis le 4 février à Paris (5^e) Librairie Portugaise, 33, rue Gay-Lussac exposition solidarité (13^e anniversaire de la lutte du peuple d'Angola).
- 8-9 février - Grenoble (38) - Maison de la Culture - Maspéro et la censure (débat - exposition, jusqu'au 16 février, Bibliothèque du Jardin de la Ville et Maison pour Tous de Prémol)
- 9 février à 14 h 30 - Paris, angle rue de Lyon, avenue Daumesnil : manifestation antiraciste du M.R.A.P.
- 9-10 février à Paris - 9, rue Borromée (15^e) - rencontre nationale lycéens.
- 23 février - 9 h 30 - Paris - 9, rue Borromée (15^e) : réunion C.N.E. - Branche Aéronautique (présence indispensable des camarades travaillant dans le secteur aéronautique : S.N.I.A.S., Dassault, Bréguet, Snecma, Hispano, sous-traitants ainsi que les entreprises d'équipement).
- 23-24 février, Paris, 9, rue Borromée - Paris (15^e) : WE de formation « entreprises » - 9, rue Borromée.

DERNIERE MINUTE

● 5 février : Procès de Bruno Héral. Beaucoup de monde au rendez-vous, rue de Reuilly devant le Tribunal Permanent des Armées. Beaucoup de CRS, charges très dures, ratonnades façon Marcellin. Bruno en a pris pour 9 mois pour insoumission totale. On en reparlera, bien sûr.

7 JOURS DANS T.S.



■ « Non à la France coloniale ». Nous avons décidé de maintenir cette « une » bien qu'un certain nombre d'interviews programmées sur le problème des minorités nationales ne nous soient pas parvenues. Ce sera donc pour les semaines à venir. Cette question des minorités, en effet, est capitale et le PSU, comme nous le rappelons dans les extraits de l'annexe du Manifeste de Toulouse (p. 3) a entamé depuis longtemps une recherche sur ce thème, qui ne saurait être écarté de notre démarche autogestionnaire.

Encore faut-il s'expliquer clairement, et lever toutes les ambiguïtés. Pour être franc, nous ne croyons pas que les mouvements qui viennent d'être dissous par Marcellin offrent aujourd'hui une réponse politique cohérente et satisfaisante au problème des minorités nationales. Il en est même un, le FLB-ARB, qui se situe sur des bases totalement contradictoires avec notre propre combat. En fait, dans cette affaire, les motivations de Marcellin relèvent davantage de sa politique générale de répression que du danger réel que feraient courir les mouvements dissous à « l'intégrité territoriale de la France ».

Il est clair notamment que la dissolution d'Enbata est davantage due à ses liens avec l'ETA et au renforcement de la collusion des polices françaises et espagnoles, qu'à sa propre audience, qui reste faible.

Il est donc nécessaire de clarifier le débat si l'on veut éviter que les luttes régionalistes en viennent à sombrer dans une forme de nationalisme étranger à la lutte des classes. Le long travail du PSU, commencé lors de la guerre d'Algérie, poursuivi par les colloques sur la « décolonisation de la province » et la tenue d'une conférence des minorités nationales à Narbonne en janvier 1972 doit être approfondi. Car le mouvement ouvrier français est dans sa quasi-totalité sans réponse politique sur cette question. C'est notre rôle que de l'amener à la prendre en charge sérieusement.

■ Ce n'est pas le seul point sur lequel nous devons approfondir notre recherche. Ainsi, sur l'Espagne où nous publions cette semaine des extraits

d'une réponse à l'article de Jean-Claude Gillet (p. 10) « préfacée » par Christian Guerche.

Nous préférons en effet quant à nous, reconnaître nettement que ni au PSU, ni dans « TS », nous ne sommes parfaitement au clair sur tout. Le rôle d'un journal est aussi d'ouvrir des dossiers sur lesquels des positions parfois divergentes peuvent s'exprimer.

■ Si nous nous refusons à être une sorte de simple « bulletin officiel » du PSU, nous n'en restons pas moins le reflet de son avancée et de ses prises de position. Aussi publions-nous cette semaine plusieurs textes importants qui viennent d'être votés par notre Direction politique nationale : sur la situation économique (p. 5), sur les suites politiques à donner à notre proposition de pacte d'unité d'action et au projet de mouvement pour l'autogestion socialiste (p. 4). Et bien sûr, sur Lip, compte tenu de la campagne lancée par la CGT pour discréditer l'action des travailleurs de Besançon (p. 5).

Nous croyons en effet que le mouvement ouvrier doit faire un certain nombre de choix s'il veut transformer et élargir son unité. Il ne gagnera rien à chercher des alliances sur des revendications contradictoires. Que la CGC veuille tout faire pour préserver la hiérarchie sociale dans l'entreprise, c'est son affaire. Que la première centrale syndicale ouvrière, la CGT se croit obligée de faire de même, cela est plus grave et nous aurons l'occasion d'y revenir.

Car si nous sommes peu suspects au PSU de vouloir nous désintéresser du problème des cadres et des techniciens supérieurs, nous pensons que c'est en leur donnant la possibilité d'exprimer une expérience et une compétence gaspillée par le capitalisme, en créant les conditions d'une véritable unité des travailleurs, que de telles couches sociales peuvent sortir d'un corporatisme sans issue. Toute autre voie mène à la division et, à terme, à l'échec du mouvement ouvrier.

■ Ces choix ne concernent pas seulement l'action en France. A l'heure où il devient de plus en plus clair que l'Europe ne peut se construire sur la base du capitalisme, notre thème lan-

cé depuis longtemps : « L'Europe sera socialiste ou ne sera pas », prend une actualité particulière.

Aussi, cherchons-nous depuis plusieurs semaines à faire le point sur les problèmes qui se trouvent posés aux mouvements ouvriers en Angleterre, en Allemagne, et cette semaine en Italie d'où Gérard Borel nous rapporte ce reportage (p. 8 - 9).

Si nous nous réjouissons de l'attention croissante portée par d'autres forces politiques au problème européen, nous devons ouvrir le débat au fond sur la stratégie de coordination des luttes politiques et syndicales sur ce terrain. Bernard Jaumont le fait ici en commentant la conférence des partis communistes d'Europe Occidentale (p. 6). Jean-André Michel nous explique par ailleurs les enjeux du dernier congrès des Jusos (p. 7).

■ Certains de nos lecteurs regretteront peut-être l'importance que nous accordons à ces problèmes. Et il est vrai que nous avons le sentiment dans ce numéro de ne pas fournir de matière suffisante sur l'actualité politique et sociale. En fait, nous rencontrons une double difficulté. Celle de la place, bien sûr. Nous sommes de plus en plus obligés de couper ou de repousser des articles. Mais aussi celle des moyens à mettre en œuvre pour disposer d'une équipe capable d'assurer la liaison avec tous les secteurs du Parti, de rechercher l'information lorsqu'elle ne nous est pas transmise.

Un exemple : nous aurions voulu un article important sur la lutte chez Rateau, à La Courneuve. N'ayant rien reçu, n'ayant pas eu la possibilité d'envoyer un membre de l'équipe de rédaction, nous devons nous contenter d'une brève.

■ Cette situation illustre l'importance de la bataille engagée pour l'amélioration et la diffusion de TS. Nous savons désormais que nous pouvons faire mieux, beaucoup mieux. Mais cela suppose des moyens sans commune mesure avec ceux dont nous disposons aujourd'hui sur le plan financier et celui de l'équipe de rédaction. Alors « Battons-nous, battez-vous pour TS » (p. 16). Ce n'est pas un souhait. C'est une nécessité.

Gérard FERAN ■

agression fasciste

DIMANCHE 3 février, vers midi. Une centaine de fascistes de « Faire Front » armés de matraques, de barres de fer, de nerfs de bœuf, ont sauvagement attaqué les vendeurs de TS et ceux des autres organisations de gauche présentes (PC, PS), au métro Alésia. Exactement place Victor Basch, assassiné pendant la guerre par les fascistes de Pétain. La police était visiblement au courant : un car a suivi la bande fasciste. Et elle n'est intervenue qu'après. Quatre camarades ont été blessés, dont un sérieusement. La semaine dernière, les mêmes fascistes sur le marché, vendaient leur presse, annonçant par tract leur volonté de s'implanter dans le 14^e et le 15^e arrondissement et d'y tenir prochainement un meeting de « soutien à Pinochet » et « contre l'immigration sauvage ». Les thèmes de leur meeting du 19 décembre dernier que la mobilisation antifasciste avait fait interdire.

Ce qui s'est passé à Alésia est grave.

L'impunité et la complicité dont bénéficient les commandos fascistes de la part du pouvoir sont une fois de plus manifestes, et cela au moment où le Pouvoir réserve ses coups aux manifestants, aux grévistes, aux mouvements autonomistes, et aux travailleurs immigrés (la semaine précédente, les travailleurs du foyer Losserand (14^e) avaient été expulsés par des forces de police considérablement équipées et nombreuses).

Le PSU a aussitôt rédigé et envoyé à la presse un communiqué, reprenant l'essentiel de ce qui précède, et où il appelle « l'ensemble des organisations populaires à développer les mesures d'auto-défense contre les fascistes, et la prise de conscience au sein de la police du rôle que lui fait jouer le pouvoir ».

PSU (14^e section - RP - DPN) ■

Rejoignez le PSU !

La D.P.N. mandate le Bureau National pour lancer une campagne d'implantation ayant pour objectif :

- L'accroissement du nombre des organisations de base (groupes — sections) ;
- L'ouverture du parti aux militants qui ont la volonté de mener le même combat que lui ;
- Elle prend en compte les modalités et le calendrier de campagne proposés dans le rapport du B.N. à sa session des 2-3 Février ;
- Elle précise que le contenu politique de la campagne, centré sur le thème du socialisme autogestionnaire, devra être traduit en mots d'ordre concrets reliés aux objectifs de lutte du parti ;
- Elle demande au B.N. de préparer, à l'usage des organisations de base, le matériel national nécessaire à cette campagne (affiches — tracts — mots d'ordre) ;
- Elle demande à toutes les organisations du parti de se mobiliser sur cette campagne ; il s'agit de renforcer et de développer le parti dans une période favorable pour qu'il puisse réaliser les objectifs politiques qu'il s'est fixés dans un rapport de force amélioré pour le courant socialiste autogestionnaire.

(Voté à l'unanimité) ■

DECLARATION DU B.N. DU PSU

D EPUIS de longues années, le PSU a reconnu et proclamé l'existence de minorités ethniques ou nationales au sein de notre pays, et son souci de prendre en charge dans leur totalité les problèmes posés par cette existence dans la perspective d'un socialisme autogestionnaire. Il l'a notamment dit à son dernier Congrès de Toulouse en Décembre 1972.

Il le réaffirme aujourd'hui avec d'autant plus de vigueur que le Pouvoir passe à l'attaque, en manifestant son mépris de toute aspiration régionale, et avec plus d'éclat encore, son souci de réprimer brutalement toute tentative des minorités concernées, d'exprimer leurs revendications.

Le PSU, sans partager l'ensemble des analyses et des moyens d'action retenus par les organisations qui viennent d'être dissoutes, leur manifeste tout aussi clairement — face à la répression qui s'abat sur elles, sa solidarité.

Il constate dans le même temps que le Pouvoir, faute de comprendre les problèmes posés, cherche à expliquer les mesures qu'il prend en évoquant le classique soutien venu de l'étranger. Manœuvre dérisoire.

Ce que le Pouvoir n'a pas supporté, c'est que les Corses prennent en main eux-mêmes l'affaire des boues rouges. Aujourd'hui, il règle ses comptes.

De même, dès que la solidarité historique entre Bretons et Irlandais se manifeste, le gouvernement sévit, montrant à tous ainsi à qui il donne son appui dans le conflit entre le peuple irlandais et le gouvernement britannique. Dans le même temps, il cherche à briser le mouvement qui se développe en Bretagne pour permettre au peuple breton de prendre conscience de la spécificité de ses problèmes et de son identité.

Enfin, les Basques ont le tort de préférer leurs frères poursuivis aux sbires du pouvoir franquiste qui oppriment non seulement le peuple basque, mais aussi tous les peuples d'Espagne. Guernica, connais pas, disent en chœur Pompidou et Franco.

Les peuples ont meilleure mémoire. Le Pouvoir l'apprendra à ses dépens.

31 Janvier 74 ■



• sur les minorités nationales

LA décision prise par le Pouvoir de dissoudre un certain nombre d'organisations des minorités nationales (Embata en Pays Basque, FLP - LNS et FLP — ARB en Bretagne, FPLC en Corse) manifeste l'inquiétude de la bourgeoisie française et européenne, devant la montée de mouvements qui prennent leur appui sur les faiblesses et les contradictions des Etats capitalistes centralisés.

Si complot il y a, il est le fait des gouvernements, qui entendent mener en commun la répression à l'intérieur comme à l'extérieur de leurs frontiè-

res, contre les organisations qui se battent pour la reconnaissance des droits de ces minorités. Le cas est particulièrement flagrant pour le Pays Basque où de nouveaux degrés de l'escalade dans l'oppression sont franchis, et sont destinés en premier lieu à faciliter la tâche de la police franquiste. Cela se fait après des négociations que l'on ne peut même plus qualifier d'officieuses entre les deux ministres de l'Intérieur.

Mais l'extension a d'autres points chauds du territoire (Bretagne et Corse) de ces mesures, prouve également

que le régime entend renforcer l'appareil de l'Etat dans un sens de plus en plus autoritaire et centralisé.

Aujourd'hui, à peine les Assemblées Régionales mises en place, le Pouvoir multiplie circulaires internes et discours officiels pour arrêter tout ce qui pourrait constituer une prise de conscience régionale. A plus forte raison une prise de conscience nationale.

Le problème posé est celui de l'attaque à la racine des structures centralisatrices de l'Etat capitaliste français. En ce sens le combat des minorités nationales rejoint celui de l'ensemble de la classe ouvrière française. Il ne s'agit pas seulement de revendications culturelles, économiques et sociales, mais de la mise en cause, dans ses fondements, de l'appareil de l'Etat.

Cela ne veut pas dire que les organisations dissoutes, ou les peuples concernés, ont parfaite conscience de l'enjeu. La signification que les porte-parole du régime donnent eux-mêmes aux mesures de répression n'en révèlent pas moins qu'il s'agit bien de cela.

Le PSU ne peut donc que soutenir ces luttes, même s'il en discute les orientations et les formes, et tout naturellement les intègre dans son propre combat pour l'instauration d'un socialisme autogestionnaire.

Dans l'immédiat, il entend engager une vaste campagne d'explication à travers l'ensemble du territoire, à la fois contre la répression et pour la reconnaissance des droits de ces peuples qui doivent pouvoir prendre en main leur destin.

(Unanimité) ■

extrait du Manifeste du PSU (déc. 72)

EN abordant de front à son VIII^e congrès les problèmes des minorités nationales en France, le PSU innove : à peu près seul de tout le mouvement ouvrier du monde, le mouvement ouvrier français — quelles que soient ses composantes — n'a jamais entamé une analyse sérieuse, du point de vue marxiste, de la question nationale en France. Il a, sans réserve, fait sienne la mythologie de la bourgeoisie jacobine, reprenant elle-même la tradition du centralisme capétien, de la « nation française » éternelle.

Dès sa formation, notre parti s'est affronté à la question nationale à partir du problème brûlant posé par la lutte de libération algérienne. Aussi absurde que cela puisse apparaître aujourd'hui aux nouvelles générations de militants, il leur faut savoir que le parti a eu alors à combattre une forme sournoise du chauvinisme français, celle — qui, au nom de l'internationalisme abstrait pour les uns, ou du rôle tutélaire de la classe ouvrière française pour d'autres, refusait au mouvement de libération algérien son droit à l'autodétermination. « Une seule France de Dunkerque à Tamanrasset » était alors le mot d'ordre du pouvoir gaulliste, après avoir été celui du gouvernement de Front Républicain soutenu par les votes communistes.

A partir d'une autre approche, le PSU fut ensuite amené, dès 1963, à mettre l'accent sur le phénomène de

« colonialisme intérieur » — à partir des grandes luttes paysannes de 1962 — qui se sont essentiellement déroulées en Bretagne et dans ce que nous n'appelions pas encore l'Occitanie, puis à

l'occasion de la crise du bassin minier de Decazeville (1963), il essaya — seule formation politique — de relayer une solidarité corporative défaillante par l'organisation de la solidarité

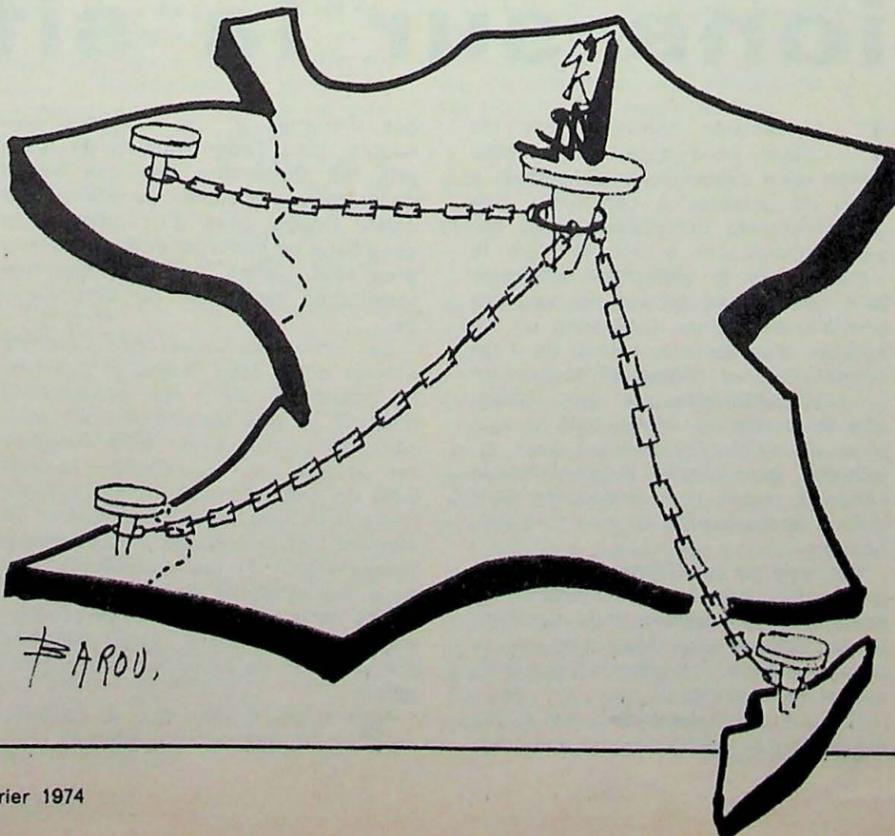
régionale (paysans-ouvriers notamment). Le PSU fut ensuite amené dans les colloques régionaux qu'il anima en 1966 à lancer le mot d'ordre de « décolonisation de la province ».

Certains camarades et certains mouvements, qui à l'époque, en restaient à une défense assez traditionnelle des « langues régionales » ont, reproché depuis aux travaux de ces colloques d'avoir donné au problème des minorités nationales une coloration « technocratique » à partir d'une approche trop administrative.

S'il est vrai que cette approche ne prenait pas en charge la véritable dimension du problème, elle avait néanmoins à l'époque le mérite de dévoiler clairement les mécanismes d'exploitation coloniale qui sont à l'origine du sous-développement des régions de minorités nationales, de dénoncer les méfaits du centralisme étatique et capitaliste parisien, et de formuler des mots d'ordre — tel celui de la réappropriation régionale des richesses naturelles et du crédit susceptibles d'être l'axe unifiant de certaines luttes de masse.

C'est néanmoins à partir de 1969 que le PSU commença de formuler clairement les problèmes des minorités nationales en France. La conférence des minorités ethniques à Narbonne en janvier 1972, fut de ce point de vue un tournant décisif.

Le parti ratifia ces acquis au Conseil national de Juvisy en juin 1972. ■



● résolution politique

La Résolution politique, votée par la DPN du PSU, s'inscrit dans la continuité de la double démarche du parti :

développement du courant autogestionnaire, recherche d'une véritable unité populaire contre le régime. Depuis le Conseil National de novembre, le « paysage » politique français a sensiblement changé. Il s'agissait de tenir compte de cette évolution, de l'intégrer dans nos analyses, sans remettre en cause une ligne politique qui semble avoir encore gagné en crédibilité.

L'ORS de son Conseil National en Novembre 1973, le PSU s'était fixé trois objectifs :

— développer dans les luttes sociales une stratégie de contrôle ouvrier et de contrôle populaire ;

— permettre l'apparition d'une force autogestionnaire, tant par la création d'un vaste mouvement pour l'autogestion socialiste que par le renforcement politique et organisationnel du PSU ;

— construire une véritable unité populaire contre le régime sur la base initiale d'un pacte d'unité d'action anticapitaliste des forces politiques et syndicales du mouvement ouvrier.

Dans ces trois directions, le PSU constate des avancées significatives qui lui permettent d'intensifier son combat.

1) La stratégie de contrôle ouvrier inscrite depuis plusieurs années dans plusieurs luttes sociales (Cerizay, Saint-Dié, Grenoble, Péchiney, Evian, Chantiers de la Clyde...) a acquis grâce au combat des travailleurs de Lip une audience et une crédibilité considérables.

Elle a fait la preuve d'abord de son efficacité dans la conduite de l'action syndicale et politique, et a montré l'importance d'une véritable démocra-

tie ouvrière et syndicale. Elle vient de prouver ensuite, après l'accord survenu à Dôle, qu'elle est opératoire pour remporter des succès. Sans maîtrise de l'information, sans combat simultané sur l'ensemble du terrain social, économique, politique et idéologique, Lip aurait rapidement sombré dans l'oubli et l'échec. MAI 68 — LIP 73 — cette double référence est le signe de la transformation profonde qui s'opère dans le mouvement ouvrier français — transformation qui manifeste que le socialisme autogestionnaire est un projet porté par un nombre croissant de travailleurs.

2) Cette situation rend plus nécessaire encore la constitution d'une force politique autogestionnaire et d'un vaste mouvement pour l'autogestion socialiste.

L'adhésion des Centres d'Initiative Communiste au PSU, la volonté de l'Alliance Marxiste Révolutionnaire d'entamer un processus d'unification avec lui, accroissent les responsabilités du PSU et rendent nécessaire une transformation de ses structures et de ses modes d'intervention afin de constituer un outil adapté à son projet autogestionnaire.

nécessité du débat

Toute aussi importante est la volonté manifestée par un nombre croissant de mouvements et d'organisations populaires de construire un mouvement pour l'autogestion socialiste. La tenue d'Assises nationales pour l'autogestion les 20 et 21 avril, constituera une étape importante dans cette voie. Le PSU y participera activement. Il souhaite qu'elles puissent constituer une première base dans la construction du mouvement pour l'autogestion socialiste en permettant un élargissement et une coordination des actions engagées dans cette voie. Il sera également partie prenante de toutes les initiatives permettant de faire avancer la perspective autogestionnaire au sein du mouvement ouvrier. Les colloques organisés par la CFDT doivent y contribuer fortement.

3) L'actualité du projet autogestionnaire, le caractère opératoire d'une stratégie de contrôle ouvrier et populaire constituent des faits importants que l'ensemble du mouvement ouvrier

ne peut se permettre de négliger. La situation économique et sociale exige de la part du mouvement ouvrier une véritable alternative. Celle-ci doit notamment s'exprimer par :

— la définition d'une plateforme d'action anticapitaliste et des moyens de cette action, en particulier pour la lutte contre la vie chère, le maintien de l'emploi et la lutte contre la répression et les forces répressives ;

— le développement d'actions communes des forces populaires — à la base et sur de nouveaux terrains — particulièrement pour des secteurs (aéronautique) ou des régions spécialement touchées est très significatif de la crise comme du type de développement qui la produit ;

— l'approfondissement de ces grandes lignes d'une nouvelle croissance, liée à une nouvelle organisation sociale : choix collectifs sur les priorités, politique de l'énergie, développement des activités non marchandes...

La situation politique marquée par un durcissement autoritaire du régime rend nécessaire une unité combative et dynamique qui n'interdit pas le débat sur les divergences qui traversent le mouvement ouvrier. A cet égard le projet d'accord des cadres CGT et CGC, la campagne contre la façon dont les travailleurs de Lip ont conduit leur lutte, la volonté d'un rapprochement avec les centristes de la part du Parti Socialiste et l'intolérance du Parti Communiste à l'égard des critiques de la réalité soviétique constituent des éléments inquiétants pour l'avancée de l'unité du mouvement ouvrier. La gauche ne peut s'affirmer que sur des bases anticapitalistes claires et en sachant ouvrir en son sein un vrai débat sur la nature du socialisme. Dans cette perspective, le PSU avait proposé lors de son Conseil National un pacte d'unité d'action aux forces politiques et syndicales.

Cette proposition a ouvert un débat important et positif. Les Partis signataires du Programme Commun ont reconnu la nécessité d'une unité plus large et plus combative et se déclarent prêts à élaborer une plateforme d'objectifs concrets. Le Parti Socialiste et la CGT ont fait part de leur accord sur une plateforme commune des syndicats et des partis. La CFDT, tout en souhaitant auparavant un dé-



DPN du PSU : la réunion du 2 et 3 février 74.

bat intersyndical, a exprimé la volonté d'une confrontation avec les partis politiques pour élaborer des « objectifs de transformation ouvrant la voie au socialisme ».

Par ailleurs, le PSU poursuit un travail important avec le Parti Communiste avec la volonté d'établir un accord sur des objectifs de lutte à l'intérieur comme à l'extérieur de la production.

vite et loin

Ces différentes initiatives et prises de position constituent des avancées importantes. C'est pourquoi le PSU se tient prêt à en débattre avec l'ensemble des organisations politiques et syndicales de gauche.

Ce débat est d'autant plus nécessaire qu'un certain nombre de questions restent aujourd'hui sans réponse ou divisent le mouvement ouvrier : celles qui portent sur le modèle de développement et de croissance, sur la nature du socialisme et sur le type de transition à réaliser, sur l'articulation entre des objectifs anticapitalistes et la perspective d'une alternative globale à ce régime. A partir des propositions du Manifeste de son Congrès de Toulouse, le PSU engagera une campagne et un débat national sur ces problèmes.

Compte tenu de la situation économique, sociale et politique, l'année 1974 représente une échéance importante pour le mouvement ouvrier. S'il ne sait pas transformer et approfondir son unité, s'il ne prend pas complètement en charge les questions nouvelles qui naissent de la lutte des classes, de la situation économique nouvelle qui s'ouvre pour les pays industriels développés, il risque de demeurer indéfiniment une force d'opposition et non d'alternative. Il faut aujourd'hui aller vite et loin. Aux yeux du PSU, ce n'est pas un souhait, c'est une nécessité.

● réflexions sur la situation

Depuis que l'on parle de « crise », depuis que le problème pétrolier a fait toucher du doigt la fragilité d'un modèle de société et de croissance basé sur l'exploitation sans vergogne par les pays riches des ressources naturelles des pays pauvres, TS s'est efforcé de fournir à ses lecteurs, chaque semaine, des éléments d'analyse et d'appréciation. Cette tâche sera poursuivie.

Il était bon cependant de faire connaître la position officielle du PSU, telle qu'elle ressort du texte ci-dessous, adopté par la DPN.

La décision annoncée par les pays producteurs de limiter leurs exportations de pétrole a servi de prétexte à l'ensemble des gouvernements occidentaux pour essayer d'expliquer à leur manière le « malaise de la civilisation capitaliste ». Les causes réelles en sont cependant bien plus profondes et se seraient manifestées même en l'absence de tout problème concernant les approvisionnements en pétrole. Mai 68 a mis en cause tout le système de valeurs sur lequel cette civilisation était fondée, le problème de l'énergie remet en question les conditions économiques de son fonctionnement.

Le système capitaliste n'en est pas pour autant menacé d'un effondrement proche, mais il est en train de subir des mutations profondes dont on ne peut percevoir actuellement que certaines conséquences.

On sait maintenant qu'il n'y a pas aujourd'hui de réelle pénurie des sour-

ces d'énergie et des matières premières, mais l'augmentation de leurs prix fait disparaître une des bases de la croissance capitaliste telle qu'elle existe depuis près d'un siècle : le gaspillage de l'énergie et des matières premières, permis par le pillage des ressources naturelles du tiers monde.

La remise en cause des rapports actuels entre pays riches et pauvres, la possibilité pour les producteurs d'exiger un prix aussi élevé que possible en paiement de leurs fournitures, le droit pour eux d'exiger le contrôle du rythme d'exploitation de leurs ressources naturelles constituent un élément fondamental de la lutte contre l'impérialisme et les travailleurs des pays industrialisés doivent être solidaires de la volonté des pays producteurs de revaloriser leurs matières premières et de contrôler leur exploitation.

Mais il est évident que le contrôle de leurs ressources naturelles ne con-

tribuera à la libération nationale des pays du tiers monde que si les profits en sont utilisés pour le développement du pays et non réinvestis par quelque potentats locaux dans le capital des firmes occidentales. Il est également évident que les populations des pays producteurs de matières premières et de sources d'énergie ne bénéficieront du produit des exportations qu'à condition que ce produit ne soit pas utilisé au seul profit de leur bourgeoisie nationale.

le mythe de l'abondance

Dans les pays industrialisés, et particulièrement en France le capitalisme est confronté avec la crise de son modèle de croissance. Il ne peut plus assurer une augmentation régulière et illimitée de la production de biens de consommation : il ne pour-



● *motion sur Lip*

Que le patronat et sa presse fassent tout pour minimiser la victoire ouvrière que représente l'accord de Dôle, cela ne surprend personne. Plus inquiétantes sont les prises de position de la CGT, qui n'a pas hésité à parler, à propos de la CFDT comme du PSU, de « collaboration de classe ». Faut-il mettre cela sur le compte de la fatigue occasionnée aux dirigeants de la première centrale ouvrière française par leurs difficiles négociations avec la CGC ? Quoi qu'il en soit, la DPN ne pouvait pas laisser passer de telles accusations sans y répondre très fermement. Elle l'a fait. A l'unanimité.

LES travailleurs de Lip, grâce à l'accord conclu à Dôle, viennent de marquer des points décisifs dans leur longue marche vers la satisfaction de leurs revendications.

Le rapport de forces imposé par les Lip, l'immense mouvement de solidarité qui s'est développé dans toute la France ont permis d'obtenir un accord qui dépasse de beaucoup les propositions inacceptables faites par Giraud.

La D.P.N. du P.S.U. salue les travailleurs de Lip pour la responsabilité dont ils ont fait preuve tout au long de ce conflit. Ce sont leurs organisations syndicales qui, à Dijon, ont

fait des propositions qui pouvaient permettre de mettre fin au conflit. Giraud a rompu à ce moment la négociation en envoyant aux travailleurs une proposition ne contenant aucun projet industriel. Il proposait le licenciement de 160 travailleurs. L'accord signé à Dôle propose la réembauche de tous à l'usine de Palente. C'est une victoire importante, mais elle n'est pas définitive puisque les réembauches sont prévues sur un an, l'ensemble des travailleurs recevant pendant cette période leur salaire, en partie par l'intermédiaire de la F.P.A. Cela veut dire que la lutte continue jusqu'à ce que le dernier des Lip soit réembauché. Nous devons donc continuer notre soutien actif pour l'application de cet accord.

pour l'ensemble des ouvriers

Giraud prévoyait de démanteler l'usine de Palente en supprimant l'atelier de mécanique. Ainsi il réduisait à néant les capacités réelles de développement industriel, il se séparait des principaux militants syndicalistes et tentait de détruire les sections syndicales. Par leur combat, les travailleurs de Lip ont obtenu le maintien de l'entité de l'usine de Palente.

Alors qu'au mois de novembre on leur proposait un statut social inférieur à la convention collective, l'accentuation du rapport de forces leur a permis de retrouver la quasi-intégralité de leur ancien statut.

Les Lip ont eu raison de ne pas céder au chantage du pouvoir, de maintenir et de renforcer le rapport de forces. Cela leur a permis d'obtenir un compromis satisfaisant deux revendications fondamentales : pas de dé-



A.G. des Lip : le vote historique.

mantèlement — maintien des avantages acquis. Ils ont obtenu qu'aucun licenciement ne soit prononcé, mais pour être définitivement acquis, ce point nécessitera toute leur vigilance ainsi que celle de tous les travailleurs pendant un an.

Le pouvoir, après les différents « Lip c'est fini » de son Premier Ministre, cherche à minorer les résultats obtenus par la lutte des Lip. Toutes les contre-vérités, les mensonges les plus grossiers deviennent l'arme privilégiée d'un gouvernement qui n'accepte pas son échec.

Il est regrettable pour le mouvement ouvrier que le P.C.F. et la C.G.T. fassent chorus à cette campagne en employant les mêmes méthodes et les

mêmes arguments. Il n'empêche que ce n'est pas en clamant que le noir est blanc que cela devient une réalité. Les travailleurs ne s'y tromperont pas. Force nous est de constater que pour le P.C.F. et la C.G.T. signer, avec des capitalistes, dans un système capitaliste, un compromis répondant aux revendications des travailleurs, en fonction de leur volonté, et du rapport de forces qui existe, cela s'appelle de la collaboration de classe. Par contre, capituler en rase campagne, appeler à signer un texte en contradiction avec la volonté des travailleurs, ne répondant pas à leurs revendications, n'ayant rien à voir avec le rapport des forces en présence, cela s'appelle de la lutte de classe. Curieuse conception de la lutte anticapitaliste, de la défense des intérêts des travailleurs ; ces derniers ne manqueront pas d'en tirer les conclusions.

Pour minimiser la portée de ce succès la C.G.T. a utilisé sur ce point des méthodes polémiques particulièrement douteuses. Les patrons qui veulent reprendre Lip le font pour de nouveaux profits et pour rien d'autre. Mais qui peut oublier les acquis d'un siècle de luttes d'entreprises qui ont montré quelle exploitation pouvait être faite par les travailleurs des contradictions entre les couches du capitalisme ?

Lip aura montré à l'ensemble des travailleurs qu'une lutte sur l'emploi peut être offensive et victorieuse, qu'il est possible d'empêcher la fermeture des usines et leur démantèlement, même quand il s'agit de firmes multinationales. Elle aura démontré que l'axe de lutte du contrôle ouvrier, nécessitant le développement le plus grand de la démocratie ouvrière, est une stratégie efficace pour l'ensemble du mouvement ouvrier. Par son apport, la lutte des Lip constitue une confirmation éclatante et un enrichissement décisif de la stratégie dans la bataille pour l'autogestion socialiste. Ce n'est sans doute pas le plus mince acquis de ce combat exemplaire.

(Unanimité) ■

(A l'unanimité) ■

politique

ra plus autant qu'avant se fonder sur le mythe de la société d'abondance n'compenser par un accroissement de la consommation individuelle les inégalités qu'il provoque et les conséquences insupportables de ses mécanismes sur les conditions de travail et d'existence de l'ensemble des travailleurs.

Mais l'augmentation des prix de l'énergie et des matières premières entraîne également une concentration du capital et du pouvoir de décision au profit des plus puissantes sociétés multinationales si bien qu'à l'échelle d'un pays, plus personne ne peut assurer la cohérence entre les différents secteurs de production et entre la production et la consommation. Dès maintenant, cela va entraîner des fermetures d'entreprises, petites et moyennes et ayant des prix de revient trop élevés, ou des réductions d'activités, donc des licenciements, accélérer l'inflation et poser

en termes aigus les problèmes d'équilibre des échanges extérieurs.

Pour faire face à cette nouvelle situation, la bourgeoisie se divise en deux camps ayant chacun sa variante libérale et son côté autoritaire.

Pour les uns, liés au capitalisme le plus puissant, il faut continuer de supprimer toutes les entraves au libre fonctionnement des lois du marché, quitte à empêcher, par des mesures d'assistance sociale comme par la matraque, que les conséquences insupportables que cela va avoir dégénèrent en crise politique.

Pour les autres, porte-parole d'un capitalisme moins avancé, menacé dans son existence et dans son influence sociale par l'actuel mouvement de concentration des moyens de production et du pouvoir de décision, il faut se replier sur les frontières nationales et s'opposer à certaines conséquences des mécanismes du marché, soit par le biais d'une union nationale qui peut éventuellement s'appuyer sur le vocabulaire de la gauche (planification, équipements collectifs, un autre type de croissance, etc.), soit par le recours à une dictature d'apparence légale.

La lutte de Lip a illustré les oppositions qui peuvent exister entre ces deux types de patronat, et montré que les travailleurs doivent essayer de tirer parti de ces contradictions.

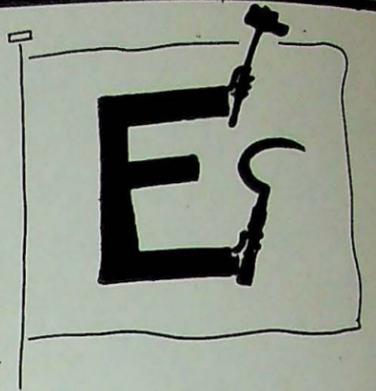
en fonction des besoins

Dans cette situation, il est moins que jamais possible au mouvement ouvrier de proposer simplement les moyens de revenir au modèle de croissance antérieur, fondé sur l'augmentation illimitée de la production de biens permettant le développement du profit des entreprises. Il n'est pas possible non plus de se borner à des actions défensives contre les conséquences de l'évolution capitaliste.

Il faut être capable de concevoir un modèle de croissance qui ne soit pas celui qu'on a connu jusqu'ici, ni celui qui se met en place ; il faut que ce soient les aspirations des travailleurs qui permettent de déterminer les objectifs de production en fonction des besoins et non des profits.

LA RÉUNION DES 21 PC

l'Europe à petits pas



La réunion de Bruxelles entre les 21 PC de l'Europe capitaliste est un événement de toute première importance. Cela ne veut pas dire que l'Europe des travailleurs soit pour demain. Ni que les divergences, dans le « discours européen », entre le PC et un parti comme le nôtre se soient estompées d'un coup. Mais, pour la première fois, il semble qu'enfin l'on puisse se confronter, voir s'affronter avec lui, dans un langage commun...

L n'y a pas encore si longtemps, le mot Europe était tabou pour les organisations du mouvement ouvrier français. Le PC continuant de n'y voir qu'un instrument de la guerre froide, se réfugiait dans un nationalisme farouche dès qu'il en entendait parler. Le PS affirmait un attachement sentimental à tout ce qui se présentait comme européen sans essayer de savoir quelle marchandise ce pavillon-là pouvait bien recouvrir.

Dès lors, il suffisait d'appuyer sur le bouton « Europe » pour mettre fin à toute tentative de rapprochement entre les deux partis. C'est encore la tactique que ce gros malin de Pompidou a essayé d'utiliser en organisant son fameux référendum d'avril 1972, qui était destiné (bien joué !) à casser les discussions en cours entre le PC et le PS.

Du coup, Pompidou a été le premier à expérimenter qu'il y avait quelque chose de changé : son référendum a été le triomphe que l'on sait, et le PC et le PS ont poursuivi leurs discussions.

Il serait excessif de dire que les passages consacrés à l'Europe dans le Programme commun soient une contribution très enrichissante à la réflexion sur le problème, mais au moins le tabou était brisé : l'Europe ne pouvait plus être utilisée pour arrêter quand on le voulait, comme on le voulait, un rapprochement des forces d'opposition.

une stratégie à définir

C'était un premier pas. Bien plus importante a été la réunion à Bruxelles des 21 PC d'Europe capitaliste, hors de la présence du PC d'URSS. Cela semble vouloir confirmer que les communistes ne jugent plus possible de combattre le capitalisme sur un plan purement national, qu'« il n'y a plus de centre dirigeant du mouvement communiste international » (1) ; et que les communistes d'Europe occidentale ont à définir ensemble leur

propre stratégie vers le socialisme. Une stratégie qui ne soit pas tributaire des rapports entre les deux grandes puissances.

Bien plus, pour lutter contre l'emprise croissante des firmes multinationales, les PC ont constaté qu'il est nécessaire de coordonner l'action à l'échelle ouest-européenne dans des domaines tels que la législation sociale, les droits des travailleurs immigrés, l'emploi, les mouvements de capitaux et les restructurations industrielles. Il y a là autant de propositions qui pourraient aboutir à une action concertée de l'ensemble du mouvement ouvrier européen et lui permettre de renforcer ses moyens d'action contre les nouvelles formes d'organisation du capitalisme.

Il est vrai que les positions ne progressent pas aussi rapidement sur tous les plans. Les communistes continuent d'assimiler l'Europe au Marché commun et, du coup, ils se retrouvent empêtrés dans les fausses querelles sur la supranationalité et les institutions de Bruxelles.

Il serait tout de même paradoxal que les communistes continuent de s'interroger pour savoir s'il faut lutter à l'intérieur des institutions de la CEE ou rester à l'extérieur, au moment où l'existence même de ces institutions est menacée et où il devient apparent qu'une Europe politique capitaliste supranationale est une chimère.

Et puis surtout, il reste dans le texte adopté à Bruxelles des éléments de divergence entre les communistes et

nous sur le type de société à construire et sur les bases sociales que l'on entend lui donner. Le courant autogestionnaire et les PC se retrouvent ensemble pour se donner un objectif commun, la construction de l'Europe des travailleurs.

Cela signifie que l'on va pouvoir maintenant parler sérieusement de ce que chacun met sous ce terme : nous avons encore, sans doute, de longues discussions à avoir à tous les niveaux sur ce que signifie l'autogestion, et sur l'attitude à adopter vis-à-vis de ce que l'on appelle les classes moyennes.

Il n'empêche que, sur l'Europe, on commence à parler le même langage. Quand les communistes se seront aperçus qu'Europe et capitalisme sont deux termes contradictoires, que construire l'Europe suppose la lutte contre les mécanismes du marché, que l'entrée dans les institutions de la CEE n'a pas beaucoup d'intérêt pour bâtir l'Europe et que tout passe d'abord par la prise du pouvoir dans l'un des pays européens, on s'apercevra que les plus « européens » ne sont pas toujours ceux qu'on pense et que la ligne de partage, entre les Européens et les autres passe peut-être, non pas entre le PC et le PS, mais à l'intérieur de la social-démocratie. Ça change, en Europe, à petits pas.

Bernard JAUMONT ■

(1) Selon les termes de la Conférence de Moscou de 1969.

EN BREF

● INTERFERENCES

CETTE SEMAINE, l'actualité internationale interfère avec la politique intérieure : partis et hommes politiques français se sont exprimés sur le plan international avec quelque abondance. En dehors de la conférence des Partis communistes européens dont Bernard Jaumont indique ci-dessus ce qu'on peut penser, on relève :

— Le souci de M. Mitterrand de soigner son image de « shadow président » en allant faire un tour en Egypte. Reçu par le Président Sadate et par Yasser Arafat, peut-être a-t-il cru être allé trop vite et trop loin d'un seul coup en direction des Arabes : on ne s'explique pas autrement le souci qu'il a eu de réitérer son attachement à l'Internationale Socialiste (dont une des activités principales a consisté jusqu'ici à soutenir Israël) et à Mme Golda Meir, et de condamner la formulation politique « trop brutale » de la position de la France sur la résolution 242 de l'ONU (retrait d'Israël des territoires occupés selon Jobert et non de territoires occupés selon Mitterrand). On espère que les Egyptiens l'ont quand même pris au sérieux, mais on en doute... Après tout, nous préférons la manière de Mitterrand d'aller à Suez à celle des socialistes d'autrefois... De toute manière, nos amis au Proche-Orient savent bien sur qui ils peuvent compter dans les moments difficiles.

— Le faux pas de Jean-Paul Sartre dont nous avons lu dans la presse, avec une surprise attristée, la signature au bas d'une déclaration commune d'un comité de soutien aux prisonniers israéliens en Syrie (dont Simone de Beauvoir est présidente), le tout assorti d'une formule liminaire sur « la barbarie » de ceux qui... (entendez les Syriens). Si le sort des prisonniers de guerre, à quelque camp qu'ils appartiennent, a de quoi préoccuper tous les hommes épris de liberté et de dignité humaine, est-il besoin d'affirmer avec des sionistes notoires (dont Marcus, député UDR et d'autres...), une solidarité aux positions d'Israël dans la période actuelle, sans examiner en quelque façon les raisons

des Syriens. Est-il besoin de créer un comité où figurent, en majorité, des hommes de droite ? La solidarité est une belle chose, mais il faut faire attention à ses associés... Et taxer d'antisémitisme tous ceux qui, dans le monde, soutiennent la cause juste du peuple palestinien et refusent le caractère sinistre, théocratique et réactionnaire du régime israélien, tout en reconnaissant le droit à l'identité du peuple juif, n'est ni politique, ni très honnête.

● HEYKAL PUNI

EN Egypte, un fait notable : le renvoi de Mohamed Heykal et son remplacement par Ali Amine à la tête d'« Al Arham », le quotidien officiel du Caire, qui a su se tailler une influence considérable dans tout le Proche-Orient. Cela annonce sans doute que le virage « américain » du président Sadate est largement entamé. Mais il ne faut pas aller trop vite. D'une part Mohamed Heykal a lui aussi été, dans le passé, classé « à droite » et « soutien des Etats-Unis ». D'autre part, c'est sans doute autant pour se dégager d'une emprise soviétique légèrement étouffante que Sadate infléchit sa ligne d'une manière plus compréhensive à l'égard des USA.

Il reste que le geste de bonne volonté sur la réouverture du Canal de Suez traduit davantage une concession en direction de la paix, faisant écho aux concessions israéliennes que nous soulignons dans les numéros précédents, qu'un pas vers les Etats-Unis. Et que les intérêts du peuple Egyptien restent opposés à ceux de l'impérialisme.

● LE CANOSSA PETROLIER

PAR contre, on peut penser que la conférence des pays consommateurs d'énergie marque un nouveau degré dans le rapprochement de l'Europe et des Etats-Unis, ou de certains états d'Europe et des USA. Les

déclarations ronflantes de MM. Pompidou et Jobert n'y feront rien, la France va à Canossa, comme les autres pays d'Europe : il semble que pour les Etats-Unis et les grandes sociétés américaines, la guerre du pétrole soit en grande partie gagnée : le dollar, quant à lui, reflète le temporaire rapport de forces, alors que la décote du franc reste sévère, malgré les mesures de soutien. Le monde atlantique se ressoude, sans qu'une volonté européenne — l'Europe fait eau de toutes parts, et M. Ortolli et la commission s'épuisent à colmater les brèches — apparaisse ou puisse se faire jour : c'est la rançon de l'évolution du capitalisme, qui sanctionne l'échec d'un pôle européen indépendant dans le cadre du système actuel. Les débats à Bruxelles, ce lundi et ce mardi, promettent d'être houleux. Mais on peut être sûr d'une chose : il n'en sortira rien, sinon de bonnes résolutions et cela s'oublie si vite !

● UN AFFRONTEMENT MAJEUR

EN Angleterre, la crise est à son comble : la décision de voter la grève totale, prise par les mineurs à une écrasante majorité (81 %), provoque un affrontement majeur qui ne trouve pas sa réponse dans le système politique traditionnel : conservateurs comme travaillistes (et ceux-ci peut-être encore plus) sont discrédités, et les premiers peuvent avoir la tentation de brusquer des élections anticipées dans le but de casser les reins définitivement au mouvement ouvrier anglais, en infligeant une cuisante défaite au « Labour ». Il n'est pas sûr que ce calcul soit juste, car il approfondirait encore le fossé de classe en Grande-Bretagne, et rarement celui-ci n'est apparu aussi large. Et il permettrait sans doute l'émergence d'une conscience politique nouvelle du peuple anglais, pressé de voir ses volontés aboutir par d'autres moyens. — Une situation comparable à la guerre, monsieur. On s'entraide, c'est magnifique ; mais en plus, monsieur, il y a la lutte des classes. — C'est un industriel anglais

rencontré par hasard qui nous le disait il y a quelques jours. C'est un tournant pour lequel le mouvement ouvrier anglais paraît mal préparé et que les ultras conservateurs pourraient vouloir exploiter. Mais sans garantie de résultats...

● CUBA : LE GLAS ?

Il est à craindre par contre que la visite de M. Brejnev à Cuba n'ait eu pour but que d'éteindre un foyer possible de troubles en Amérique Latine. Avec cette visite, c'est la consécration de la domination non seulement économique, mais aussi politique de l'URSS sur Cuba qui semble s'affirmer. Avec, pour corollaire, une solidarité sans faille qui fait rêver si l'on songe au Chili qui n'a pas bénéficié des mêmes appuis.

Fruit du « statu quo » maintenu entre les deux grands, la situation de Cuba paraissait gelée : elle va désormais vers une normalisation des rapports avec les Etats-Unis. Il n'y a rien là de scandaleux, bien au contraire : cela prouve que Cuba a gagné une grande partie de son pari : survivre contre les menées impérialistes. Mais c'est aussi sans doute le glas du rôle international de la révolution cubaine : il est vrai que la situation en Amérique Latine est difficile pour les révolutionnaires à l'heure actuelle. Mais, justement...

● CHILI : LA MORT D'UN BALADIN

VICTOR JARA, chanteur populaire chilien, est mort, torturé et mutilé par ses tortionnaires. Les Chiliens n'entendent plus ses chansons, car on imagine que la junte a brûlé tous ses disques. Comme si l'on pouvait tuer un baladin et un poète, comme si l'on pouvait annihiler un militant ! La cruauté des gens de la junte n'a d'égale que leur bêtise. Et l'on peut parier que le jour où le peuple retrouvera sa liberté au Chili, ce sera sur un air de Jara que la radio de Santiago l'annoncera.

Daniel LENEGRE. ■

JUSOS

une ligne plus ferme ?

Le dernier congrès des Jusos — qui vient de se tenir à Munich — a enregistré le départ du président des « jeunes socialistes dans le S.P.D. », Wolfgang Roth, et son remplacement par une jeune femme de 31 ans, Heidemarie Wiczorek-Zeul, que les journalistes se sont, bien sûr, empressés de rebaptiser « Heidi la rouge ». Le qualificatif a déjà beaucoup servi, notamment en Allemagne : il est vrai que ce que l'on connaît de la nouvelle présidente permet en effet de penser qu'elle va imprimer, à la direction des Jusos, une ligne plus ferme à l'égard du S.P.D., et moins opportuniste que celle du président sortant, de plus en plus manifestement soucieux de soigner son image de « jeune homme d'Etat »...

Notre correspondant en Allemagne Fédérale, Jean-André Michel, analyse les travaux de ce congrès, qui a vu la remise en cause de certaines positions réformistes du bureau sortant, et enregistré la montée, au sein de l'aile jeune de la social-démocratie allemande, des deux courants « d'opposition de gauche » : les « anti-révisionnistes » ou « non-réformistes » (autogestionnaires) et les tenants des thèses du « stamokap » (capitalisme monopoliste d'Etat).

B IEN que l'appartenance au parti social-démocrate embourgeoisé se révèle souvent paralytante, les JUSOS — qui regroupent les 300.000 membres du S.P.D. de moins de 35 ans et qui sont la plus forte organisation de jeunesse d'Europe — ont manifesté leur volonté unanime de rester dans le S.P.D., qu'ils espèrent à terme transformer en force socialiste authentique. Ils veulent aussi continuer à travailler dans les syndicats.

La majorité réformiste veut éviter une ligne conflictuelle systématique avec le parti. Mais les rapports demeurent difficiles : les Jusos ont rejeté les laborieux compromis S.P.D.-F.D.P. sur la cogestion et la participation, ce qui ne va pas manquer de leur attirer une nouvelle fois les foudres de la droite du S.P.D., depuis longtemps irritée (1) et désireuse d'isoler les Jusos, ou d'en exclure les généraux, contre l'avis de Willy Brandt, qui préfère jouer sur le phénomène de l'intégration.

double stratégie...

Quant à l'autre aspect de la « double stratégie », la mobilisation de la masse des salariés, elle laisse aux Jusos un certain goût de frustration...

Au plan international enfin, le congrès de Munich a notamment réaffirmé la nécessité d'une coopération anti-capitaliste des forces de gauche en Europe occidentale.

Heidemarie Wiczorek-Zeul poursuivra en gros, sur une base plus mince, la ligne réformiste Roth-Johanno Strasser. Elle sera plus conséquente avec le S.P.D. et tentera de maintenir l'unité interne et l'unité avec le parti.

« Les Jusos ne doivent pas se réduire à une secte politique » a dit Heidi (seule femme à la direction) et encore « Nous ne voulons pas de stratégie de conflit à tout prix avec le S.P.D., sauf s'il abandonne ses principes sur le dos des salariés. »

(1) Notamment à cause du soutien apporté par les Jusos, contre le S.P.D., aux grèves spontanées qui ont marqué l'année 1973.

C'est actuellement le cas de la politique de stabilité (des salaires plus que des prix), de la cogestion dans 650 grandes entreprises (où la représentation obligatoire d'un cadre parmi les salariés rend illusoire la parité du travail avec le capital), comme de la participation (ou « formation du patrimoine » intéressant les salariés par des actions monnayables à terme).

Avant de demander une « radicalisation des réformes de structure anti-capitalistes » Roth avait lui aussi critiqué avec vigueur la politique gouvernementale des sociaux démocrates. Mais il a commis une faute en présentant (avec Strasser) un texte droitier « Réforme et Etat » inacceptable pour la majorité des délégués, Heidi comprise. Le texte défendait le système parlementaire qui n'est « pas dominé par le capital » et rejetait explicitement, comme le souhaite le S.P.D., le mandat impératif.

Suite à une manœuvre tactique, la majorité du congrès n'a pas voulu discuter de l'action commune avec les communistes : il restera donc toujours interdit aux Jusos, en vertu d'une décision du S.P.D. d'il y a deux ans, de défiler en commun avec le petit D.K.P. (communistes) sur le Chili par exemple !

En revanche le congrès a de nouveau réclamé l'abolition de la loi scélérate interdisant aux « extrémistes » (de gauche, surtout communistes...) l'accès à la Fonction publique.

Sur un autre texte important, les délégués se sont torturés pour admettre d'une part que « l'orientation des investissements » capitalistes peut être une « étape vers le socialisme » (direction) et d'autre part que « la socialisation des moyens de production est prioritaire » (Stamokap).

Les Jusos veulent de même organiser des campagnes de discussion au sein du S.P.D. pour la « socialisation » (et non pas seulement nationalisation étatisée) du secteur des hydrocarbures, des industries-clés et des banques.

Aucune tendance n'a remis en cause la « double stratégie » — action à la fois dans les institutions (sur l'Etat, dans le parti et les syndicats) et à la base. Cette fois, les « anti-révisionnistes » ont fait admettre la nécessité de renforcer la mobilisation extra-parlementaire et hors du parti pour reti-

rer aux bureaucrates du parti le monopole des décisions du S.P.D.

Pour la stratégie européenne, les Jusos montrent un curieux mélange de naïveté et de propositions intéressantes.

Constatant le poids croissant des trusts multinationaux, les Jusos estiment urgent de passer à la pratique : renforcer les syndicats en Europe et encourager la coopération avec les partis sociaux-démocrates, socialistes, communistes et chrétiens de gauche, afin de mener des combats communs. (Ainsi le colloque des organisations de jeunesse ouvrières européennes aidera cette année à fixer des buts communs.)

Mais, ils demandent aussi l'élection directe au parlement européen, la constitution d'une « opinion publique européenne » (la création d'un parti socialiste européen ayant quand même été repoussée !).

Ils proposent enfin — le P.S.U. tendra l'oreille — de coordonner l'action pour la protection des travailleurs étrangers et l'égalité de leurs droits dans les divers pays de la C.E.E.

... et double limite

Deux courants oppositionnels se sont affirmés, comme on s'y attendait, à Munich :

— les « anti-révisionnistes » ou « non-réformistes » de Hanovre et Westphalie (environ 15 pour cent) re-

fedérale. Tenant compte des contradictions entre les diverses fractions du capital et tout en reconnaissant que la classe ouvrière peut arracher des conquêtes par des pressions sur l'Etat, ils refusent à celui-ci le caractère d'autonomie que lui confère Roth « Par principe l'Etat est l'instrument des monopoles ».

Les Stamokap prônent l'alliance des couches anti-monopolistes et une unité d'action avec le petit D.K.P.

Une partie seulement des quelque 300.000 jeunes socialistes est active politiquement et se trouve sur des positions socialistes. Une partie encore plus grande se sent frustrée ou limitée (cf. par exemple le nombre extrêmement réduit des Jusos sur toutes les listes électorales du S.P.D., alors que, parfois la mort dans l'âme, les Jusos fournissent la quasi-totalité des militants pour les campagnes électorales !).

Ces difficultés sont certes liées à la situation ouest-allemande : puissance du capitalisme et concentration face à une faible conscience de classe, à l'anti-communisme dominant, et au révisionnisme total depuis 1959 de la principale organisation politique des salariés, le S.P.D. Mais les difficultés sont dues aussi à la sociologie des Jusos.

La transformation des Jusos en organisation socialiste à théorie marxiste, date de 1969. Dans les années 1967-68, la grande coalition du S.P.D. avec la droite C.D.U.-C.S.U. ainsi que l'apogée du mouvement étudiant-lycéen anti-autoritaire (opposition extra-parlementaire, ou A.P.O., avec en tête le S.D.S.) avaient entraîné une baisse sensible des adhésions au parti social-démocrate. En 1969, vainqueur aux élections, le S.P.D. de Brandt forme le gouvernement avec les libéraux tandis que le S.D.S. se dissout : une partie notable de l'A.P.O. adhère alors aux Jeunesses socialistes donc au S.P.D. Mais en se rajeunissant le S.P.D. et surtout les Jusos sont rejoints par moins d'ouvriers et plus de



Wolfgang et Heidi : changement de direction.

prochent à la direction des Jusos d'avoir fait de l'appartenance au S.P.D. un axe stratégique et non tactique, sans alternative. Or dans les entreprises ou au niveau communal, les actions se heurtent constamment aux permanents sociaux-démocrates.

Les « Hanovriens » estiment que seules des actions de lutte de classe hors du parti peuvent conduire à une prise de conscience et à une mobilisation susceptible de transformer le S.P.D. Issus du mouvement socialiste anti-autoritaire, les « anti-révisionnistes » visent une organisation sociale selon « les principes de l'autogestion-autodétermination (Selbst bestimmung) ».

— Les « Stamokap » — abréviation de « capitalisme monopoliste d'Etat » ont su mieux conquérir des positions de force. Implantés depuis 1971 à Berlin et Hambourg, ils représentent maintenant un bon tiers des Jusos militants, et ont obtenu un siège à la direction

petits bourgeois des classes moyennes.

Les Jusos deviennent alors un mouvement de masse, où une majorité réformiste est dirigée depuis le congrès de 69, par « une avant-garde gauchiste ». Ils cessent alors d'être une pépinière de cadres pour postes sociaux-démocrates, pour devenir la nouvelle force voulant arriver au « socialisme démocratique ».

Mais l'expérience de ces dernières années amène à constater que les succès des Jusos, surtout enregistrés au niveau communal, se heurtent à une double limite : celle qu'impose leur volonté de maintenir une unité forcément ambiguë avec le S.P.D., d'une part ; celle qui découle, d'autre part, de leur faiblesse d'implantation persistante dans la classe ouvrière. La seconde n'étant d'ailleurs peut-être pas sans rapport avec la première...

Jean-André MICHEL

Imbroglia :

si le mot n'était italien,
les Italiens seraient
en train de l'inventer.

Comme ils ont inventé
le mot « fascisme ».

SAMEDI 25 et dimanche 26, il s'en est donc passé de drôles dans l'armée ; et en particulier dans les Pouilles (talon de la botte) et le Veneto, régions très pro-fascistes, ainsi qu'à Bergame (près de Milan) et Caserti (près de Naples). Là, les militaires se sont « agités » : plusieurs régiments ont été consignés dans les casernes, des camions et des tanks ont circulé toute la nuit, des patrouilles de soldats armés ont occupé des points stratégiques (routes, ponts, centres de télécommunications). Dans le même temps se tenaient plusieurs réunions d'officiers, tandis que — fait plus inquiétant encore — des policiers et des carabinieri montaient la garde devant les domiciles de certains dirigeants de gauche, surveillaient les déplacements de ces derniers — dont beaucoup s'étaient d'ailleurs prudemment mis au vert.

« à l'anglaise »

Mais le plus spectaculaire s'est produit à l'aéroport romain de Ciampino (réservé aux lignes intérieures) que les troupes ont investi « à l'anglaise » — pour se référer à la récente opération autour de l'aéroport de Londres. D'ailleurs, la parenté entre les deux affaires n'est pas que formelle : il est possible qu'il y ait eu aussi, dans le cas italien, la recherche d'un effet « psychologique » destiné à faire resserrer les rangs dans un pays saisi par le désarroi.

Quoi qu'il en soit, officiellement, « il ne s'est rien passé », sinon que les « services de sécurité français » auraient averti leurs homologues italiens d'une menace d'actions terroristes de feydayine ou... de Basques de l'ETA.

La ficelle est un peu grosse et n'a entortillé que les incrédules : depuis le dernier coup des Palestiniens à l'aéroport de Rome, flics et militaires italiens sont avertis — c'est le moins qu'on puisse dire — et les installations de Fiumicino fourmillent d'uniformes en armes. D'autres lieux publics et les banques sont d'ailleurs aus-

si bien gardés. Il faut bien faire croire que le danger vient toujours de l'étranger.

Donc, le gouvernement italien a éprouvé quelque gêne — c'est évident — à faire avaler l'affaire. De là à penser qu'il ne l'aurait ni provoquée ni même contrôlée, il n'y a qu'un pas vite franchi.

On a en effet remarqué un manque total de coordination entre les divers « mouvements ». Chacun — police, armée et carabinieri, ces derniers constituant un corps para-militaire de 80.000 hommes — a agi pour son propre compte ; le seul point commun étant la date. On peut donc déceler dans cette histoire une sorte de coup d'essai de quelques officiers putschistes, ce qui expliquerait aussi pourquoi les mouvements n'ont eu lieu que dans certains secteurs géo-politiques bien déterminés.

Surtout, le moment était opportun pour démontrer au pays que derrière le paravent des scandales se cache le « péril rouge » et que, prêts à faire front, veillent les gens de force et d'ordre.

Qui par exemple ? Les fascistes sont nombreux en Italie. On les évalue à trois millions et demi. C'est dire à quel point le MSI (Mouvement social italien, néo-fasciste) est autrement dangereux que l'ex-Ordre Nouveau. Mais de récents événements permettent d'être plus précis.

Ainsi, il y a un mois environ, un juge courageux (la magistrature est elle aussi divisée, mais en trois « syndicats », grosso modo de droite, du centre et de gauche) a entamé un procès contre l'organisation fasciste « Rose des Vents ». Ce qui a eu pour effet de provoquer la fuite en Hollande d'un général, le général Nardella, et l'arrestation de plusieurs officiers dont le colonel Amos-Spiazzi, chef du bureau d'information d'une unité militaire basée à Padoue — dans le Veneto.

Une parenthèse ici pour rappeler que l'interminable instruction de l'« affaire Valpreda » et du massacre de Milan (pour lequel deux fascistes viennent d'être inculpés) en est venue à concentrer ses feux sur la ville de Padoue ; de même quand il s'est agi de la mort de l'anarchiste Pinelli, puis de celle de l'éditeur Feltrinelli.

C'est que Veneto a été le berceau de la République mussolinienne de Salò ; qu'aux élections, la démocratie chrétienne y recueille toujours quelque 65 % des suffrages ; que la situation économique et sociale se dégrade gravement ; et qu'enfin s'y trouve actuellement concentré près du tiers de l'armée italienne (200.000 hommes sur 650.000) pour qui le danger vient toujours de l'Est : le « rideau de fer » tombe à la frontière avec la Yougoslavie... Ne parlons même pas de cette zone de conflits territoriaux permanents avec l'Autriche qu'est le Haut-Adige ; ni même des sempiternelles revendications nationalistes sur Trieste.

Faisant état de cette concentration militaire dans les zones frontalières, le sous-secrétaire au ministère de la Défense, le démo-chrétien Lattanzio a déclaré froidement ce 31 janvier que l'armée n'en est pas moins entraînée en vue d'un affrontement intérieur pour lequel existe une « stratégie ». Et d'entonner tout un couplet sur le respect militaire de la constitution, sur la vocation démocratique des officiers supérieurs, etc. Autant de propos auxquels on est habitué de ce côté-ci des Alpes, mais qui ont surpris plus d'un Italien.

« Watergate-spaghetti »

Voilà pour l'armée. Une autre affaire qui fait fureur concerne cette fois les milieux financiers, industriels, et donc politiques.

C'est une sorte de « Watergate-spaghetti » dans la mesure où il s'agit aussi d'écoutes téléphoniques et d'enregistrements magnétiques de conversations « spéciales » qui, toutefois, n'émanent pas encore de la présidence de la République. Ces conversations mettent en scène, notamment, le directeur de l'ANAS (une importante société de construction de routes) et certains politiciens de droite et d'extrême-droite.

Les confidences de ces messieurs révélaient des malversations portant sur un montant d'environ 30 milliards



L'armée : d'étranges manœuvres.

ITA L'IMBR

— de notre envoi

Rome 1^{er} février. La semaine n'avait d'yeux que — l'escroquerie des pétroliers en consolation, l'ajournement de l'essence. Dans ce pays même détrôné celui de la mafia « fasse, plus qu'aillent naux. D'autant que plusieurs se répandent en fortes odeurs aussi : celle du fascisme, cédente, certains secteurs d'état d'alerte et Rome, quarantaine 27 sous l'état d'urgence.

Tout cela se « tient » — « super imbroglia » dit-on où se retrouvent pêle-mêle si bien l'attentat de la Banca (septembre 1969) que la crise de la Mafia, le prochain risque d'une grève générale, etc. Bref un énorme problème politique permanent dont

de lires... Révélaient, car aujourd'hui il n'y a plus trace des passages les plus compromettants de ces enregistrements. Ils ont été effacés. Comment ?

Quand l'affaire est devenue par trop explosive, elle a été retirée des mains d'un « petit juge » trop scrupuleux pour tomber entre celles d'un personnage sinistre, ami personnel de Fanfani, secrétaire général de la démocratie chrétienne, c'est-à-dire le procureur général de la République à la cour d'appel de Rome, Spagnuolo.

Celui-ci a tout étouffé, comme il avait déjà étouffé d'autres affaires d'enregistrements dévoilant les relations de mafiosi avec certaines municipalités... Le technicien qui avait ainsi joué du magnétophone, un certain Greco — une sorte d'Aranda mi-flic, mi-justicier — a été écarté soigneusement de la scène et tente aujourd'hui de se battre seul. Car, même les partis de gauche ont « laissé tomber », vu qu'ils ne sont sans doute pas bien à l'abri des éclaboussures : on rappelle qu'un ancien secrétaire du parti socialiste, Mancini — aujourd'hui dans l'opposition de gauche du PS — aurait reçu des parts substantielles de certains marchés publics d'adjudications...

Imbroglia donc, et ce n'est pas tout. Il faudrait aussi parler des « fonds noirs » de la Montedison dont le prédécesseur de l'actuel président Eugenio Cefis (qui lui-même succéda à Enrico Mattei à la tête de l'ENI ; on a dit aussi qu'il avait provoqué la mort de ce dernier) dénonça la double comptabilité... Un « trou » d'une vingtaine de milliards de lires destinés à la démocratie chrétienne et au MSI avait ainsi été mis au jour.

Deux jeunes juges de Milan avaient alors pris l'affaire en mains jusqu'à ce que le dossier — tout comme celui du massacre de la Banque de l'Agricoltura et celui de l'ANAS — fût ren-

LIE OGGIO

spécial

italienne de cette fin de
« la truffa dei petrolieri »
à laquelle était opposé,
provisoire de la hausse
le culte de la bagnole a
ne, on conçoit que la « ben-
ncore, la « une » des jour-
bandales politico-financiers
de pétrole. Et en puanteur
est né ici. La semaine pré-
armée avaient été mis en
lle, passait la nuit du 26 au

un indescriptible imbroglio
en jouant sur les mots —
éléments concernant aus-
de l'Agriculture (Milan, dé-
magistrature, les menées
dum sur le divorce, la me-
mauvaise situation économi-
er à l'image d'un malaise
peut redouter l'issue.

voyé... à Rome, entre les griffes du
fameux Spagnuolo, spécialiste de la
basse cuisine à l'étouffée.

pétroliers corrupteurs

Dernier coup de Spagnuolo : vers
le 20 janvier, il accorde une interview
explosive à l'hebdomadaire de centre-
gauche « Il Mondo ». Le trop célèbre
procureur dénonce alors la corruption
de la police et l'action occulte du
« bureau des affaires réservées » sur
lesquels il décharge toute responsabi-
lité dans les plus récentes opérations
de manigance politico-financière. L'in-
terview a lieu en présence de plusieurs
témoins. Que fait Spagnuolo ? Le len-
demain de la parution de ses propos
dans « Il Mondo », il rend public un
démenti dont l'inattendu n'a d'égal que
la fermeté !

Enfin, il y a tout juste quelques jours,
comme pour se refaire une virginité
et se donner, sans crainte d'ambiguïté,
une espèce de caution « de gauche »,
le même Spagnuolo entame une pro-
cédure de dissolution contre le MSI
pour « reconstitution de parti fascis-
te »...

On en arrive au jeudi 31 janvier. Ce
jour-là, plusieurs juges de Gênes et
des environs ouvrent une enquête sur
les stocks d'essence et constatent
qu'ils sont au plus haut. Lors de per-
quisitions aux sièges de compagnies
pétrolières, ils découvrent des télé-
grammes codés adressés par celles-
ci à des pétroliers pour les détourner
provisoirement de leur destination fi-
nale à des fins évidentes de spéculation...

Poursuivant leurs investigations et
accompagnés de cinquante « gardes
des finances » armés de mitraillettes,
les juges pénètrent dans les bureaux
romains de l'Union pétrolière, du mi-
nistère du Commerce et même dans
des banques. Ils mettent ainsi la main
sur des caisses de documents et de

fiches faisant état de détournements
de fonds de l'ordre de 15 milliards de
lires destinés à des hommes politi-
ques et à des fonctionnaires « priés »
de faire monter le prix de l'essence.
Le président de la filiale italienne du
groupe Total (tiens, tiens), Albonetti,
également président de l'Union pé-
trolière, est sous le coup d'une in-
culpation, ainsi qu'un certain Garro-
ne, directeur de la troisième raffinerie
italienne.

Spagnuolo aurait-il donc été pris de
vitesse ? A moins, plus vraisemblable-
ment, que la menace de destitution
qui pèse désormais sur lui (ses agis-
sements font l'objet de huit enquêtes
et il doit être interrogé cette semaine
par la commission anti-Mafia) ne l'ait
déjà paralysé.

Devant une telle situation indescrip-
tible, quelle peut donc être la réaction
de l'« Italien moyen » ? Il faut rappeler
au passage que c'est de cet homme-
là dont se nourrit essentiellement le
fascisme : c'est d'ailleurs sous l'ap-
pellation « Uomo qualunque » (l'hom-
me de la rue) que réapparut officiel-
lement, aux élections de 1946, le mou-
vement fasciste.

Et l'on sait le sous-développement
du sud de l'Italie, sa masse de chô-
meurs, voire de sous-alimentés (les
émeutes de Naples liées au choléra
et au manque de pain, les affronte-
ments sanglants de la Calabre ont été
orchestrés par les néo-fascistes), ses
2,4 millions d'analphabètes (chiffres
officiels), la mortalité infantile élevée,
etc.

A tout cela s'ajoute la faiblesse de
la lire et une inflation galopante : en
décembre dernier, l'indice du coût de
la vie a atteint 1,8 %. En janvier, il se-
ra bien plus élevé encore, même si les
scandales ambiants limitent provisoire-
ment la nouvelle hausse prévue sur
l'essence — actuellement à 250 litres
(2 francs) le litre. Déjà, quelques pro-
duits de consommation courante s'ap-
prêtent à augmenter en flèche : la
charcuterie + 10 à 21 % ; l'huile d'oli-
ve, + 62 % ; l'huile d'arachide, +
72 %...

Les syndicats ouvriers, pendant ce
temps, s'essaient à la difficile prati-
que de l'unité qui se heurte à l'absen-



Naples : « l'homme de la rue »...

ce d'un projet politique commun. La
grève générale qu'ils projettent pour
les prochains jours n'est encore pas
arrêtée dans ses modalités. Et, au
fond, est-elle vraiment souhaitée main-
tenant que la crise prend des allures
de péril national ?

La majorité gouvernementale de
centre-gauche, elle, est plus démunie
que jamais pour faire face à une si-
tuation qu'elle n'a jamais pu maîtriser
en dix années de pouvoir et de pro-
messes non tenues. Une telle incapa-
cité laisse aujourd'hui le champ poli-
tique classique ouvert à la démocra-
tie chrétienne et au parti communiste.

Et l'alliance des deux partis se pro-
file désormais à l'horizon du possi-
ble, une fois franchi le cap du refe-
rendum sur le divorce. La DC choisi-
ra en effet ses alliances selon que les
« antidivorcistes » l'emporteront ou
non.

« compromis historique »

Si ceux-ci perdent la bataille au pro-
fit des partis laïques (de la gauche, si
l'on veut — qui n'est pas non plus
unanime, tant s'en faut, sur la ques-
tion du divorce ; le PC faisant notam-
ment une campagne très prudente) on
ne peut exclure cette « alliance des
cléricaux » que Berlinguer, le se-
crétaire général du PCI, a d'ores et
déjà envisagée sous le concept théo-
rique de « compromis historique ».

Cette perspective nous ramène tout
naturellement aux derniers bruits de
bottes qui exprimeraient, à leur fa-
çon, la détermination de certains sec-

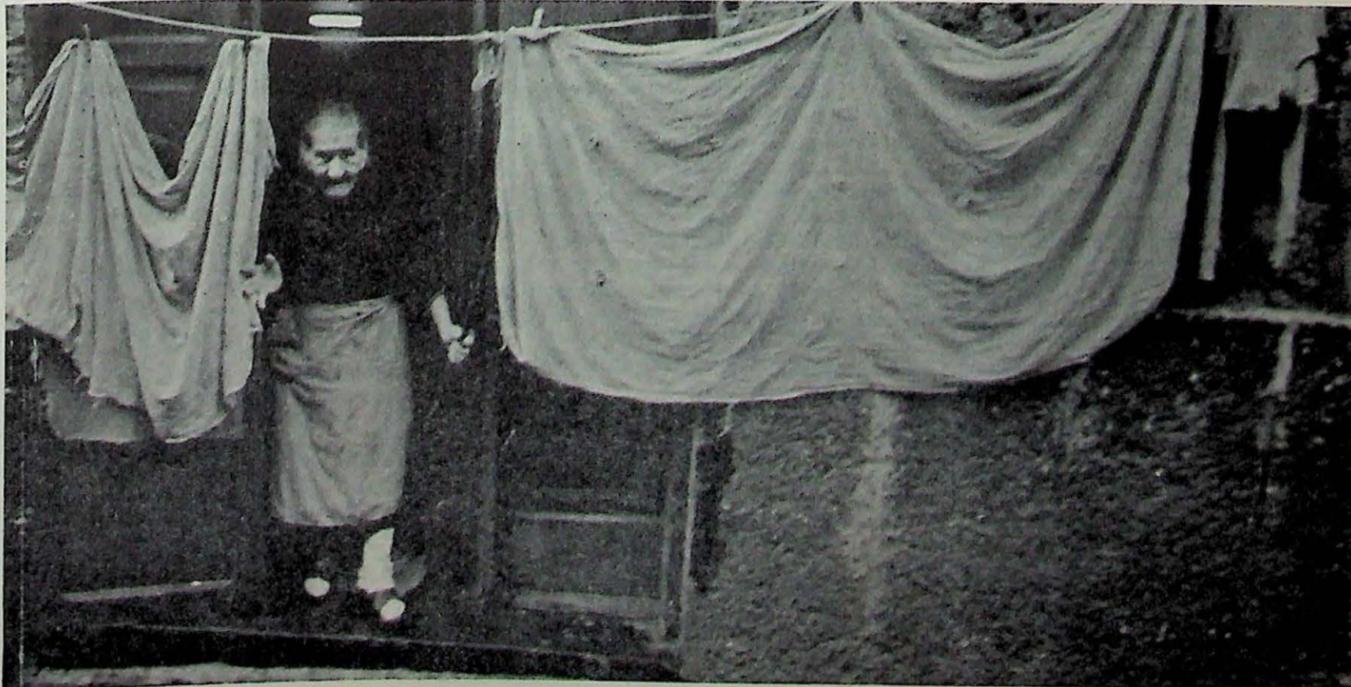
teurs — les partisans du « retour à
l'ordre » — de s'opposer à cette coa-
lition qu'elle vomit par avance.

On ne peut aller jusqu'à imaginer
un putsch à la Pinochet — trop de dif-
férences distinguent l'Italie du Chili,
c'est évident. Mais n'est-il pas néan-
moins curieux que le « légalisme » de
l'armée italienne (la cinquième du
monde en nombre d'hommes, après
celles des USA, de l'URSS, de la Chi-
ne et de l'Inde) ait été, ces derniers
jours, vanté de toutes parts ? Et ne
lisait-on pas dans « l'Unità », quotidien
du PCI, du 31 janvier, qu'il fallait « ren-
forcer les liens entre les forces ar-
mées et le pays » ? De même, plus gé-
néralement, aura-t-on noté que les
journaux des partis de gauche n'ont
montré que peu d'empressément à dé-
noncer les dernières démonstrations
des militaires.

1.700.000 membres, 9 millions d'élec-
teurs (un peu plus du quart de l'élec-
torat), le PC italien est, on le sait, le
plus grand parti communiste d'Euro-
pe occidentale. L'Italie n'a pu gouver-
ner contre lui ; le pourra-t-elle en-
core longtemps sans lui ?

Mais les communistes pourraient-
ils, dans les difficiles circonstances ac-
tuelles, partager un pouvoir qui ne
soit pas « de fer » ? Il y a des Italiens
pour croire — sans joie — que la se-
ule perspective sera bientôt « l'ordre
dans un gouvernement de salut pu-
blic » : une sorte de « putsch à blanc »
dans lequel la gauche, et en particu-
lier le PC, seraient amenés à jouer
un rôle déterminant. Prix à payer pour
éviter un éventuel putsch en chemi-
se brune ?

Gérard BOREL ■



Italie du sud : un sous-développement chronique

ESPAGNE

un mauvais débat

L'ARTICLE de Jean-Claude Gillet, consacré à l'opposition de gauche et d'extrême gauche en Espagne (TS 602), a provoqué beaucoup de réactions dont certaines virulentes. Raymonde Etienne, de la section PSU de La Rochelle, nous a envoyé un très long article, dont nous publions les extraits les plus significatifs.

Comme la camarade Etienne, il nous apparaît qu'il n'y a aucune discrimination à faire entre les militants qui subissent la répression franquiste. Ils ont tous droit à notre solidarité pleine et entière.

Le PSU, pour sa part, applique cette ligne depuis de longues années et n'entend pas en changer. Il a contribué à organiser et largement partici-

pé aux manifestations de ces dernières semaines, en faveur des dix des commissions ouvrières au moment de leur procès, comme aux actions et manifestations qui ont eu lieu en faveur de Puig Antich. Ce n'est pas parce que d'autres, à gauche comme à l'extrême gauche privilégient tel ou tel aspect de la solidarité et introduisent dans les faits (de la simple déclaration à l'organisation de meetings, de manifestations, au soutien matériel enfin, il y a plus que des nuances dans la nature du soutien) des discriminations, que nous devons tomber à notre tour dans le piège, et hiérarchiser l'action de solidarité, au demeurant scandaleusement faible, comme le soulignait Gérard Borel ici même, dans le cas de Puig Antich.

Mais l'expression de cette solidarité, nettement affirmée, ne doit pas nous dispenser de porter des jugements politiques. Il ne s'agit pas de trancher d'ici, les problèmes espagnols. Les militants de la classe ouvrière des peuples d'Espagne attendent de nous le soutien à leurs luttes, pas des leçons de politique révolutionnaire.

Mais qui ignore que les mutations économiques, sociales et politiques, et le sens dans lequel elles se produiront, en Espagne, ont une grande importance pour nous-mêmes, tout comme si nous battons les forces au pouvoir en France, les conditions de la lutte des peuples d'Espagne contre le franquisme seront évidemment facilitées ?

De ce point de vue, si les affirmations de Jean-Claude Gillet sur la situation interne de l'opposition en Espagne, sont pour le moins sommaires (le FRAP, force la plus importante, ETA VI n'existe plus, le PCE moustouaire), celles de Raymonde Etienne sur le PCE le sont tout autant. S'il est vrai que le PCE, a, au sein du mouvement communiste international une politique originale, sa politique de « Front national » en Espagne même pose beaucoup de questions, et mérite discussion.

Nous entendons l'amorcer dans ces colonnes, en tenant compte de la situation en Espagne, telle qu'elle est, et en analysant toutes les forces en présence dans le champ politique et social de la péninsule.

J'espère qu'on constatera alors que l'on avait ouvert un mauvais débat, et que les questions que la classe ouvrière d'Espagne doit résoudre sont d'une autre nature et d'une autre ampleur.

Christian GUERCHE ■

● tous les combattants de l'ombre

OUI, tous les combattants d'un régime fasciste sont des combattants de l'ombre, et il est navrant de voir que d'aucuns privilégient certains au détriment des autres.

L'article de « Tribune Socialiste » a heurté pas mal d'entre nous. Par des silences, par des allusions, par des affirmations erronées, cet article est de la même veine que ceux qui ont paru dans la presse communiste lors de la mort de Pierre Overney. De la même façon qu'alors, je m'étais insurgée contre de tels procédés vis-à-vis d'une victime du capitalisme, je refuse ces mêmes procédés vis-à-vis de Marcelino Camacho, nos camarades des Commissions Ouvrières d'Espagne et ceux du P.C.E. (...).

De quel droit peut-on ainsi trancher, nous, en France, qui ne sommes pas dans la même situation, et alors que l'Espagne est aussi différente ? La lutte ne se présente pas du tout de la même façon d'une région à une autre, d'une « nationalité » à une autre, puisque là-bas, on parle déjà des nations basque, catalane, gallicienne, etc. Ce qui est vrai à Madrid ne l'est pas à Bilbao, ni à Barcelone ! Encore moins à Séville !

Le PSU peut cependant analyser politiquement des réalisations, tel le « Pacte de la Liberté » et l'Assemblée de Catalogne. Faut-il encore, pour ce faire, en connaître toutes les coordonnées et ne pas en profiter pour faire de l'anticommunisme sectaire. Si j'en juge par les omissions et les erreurs de l'article incriminé, nous pouvons alors remettre en cause cette analyse...

Il se trouve que, depuis des années, le PSU de la Charente-Maritime fait partie du « Comité de Soutien au Peuple Espagnol » de ce département qui travaille, entre autres, en union directe avec les commissions ouvrières — qu'au sein de ce comité, je représente en sus le Mouvement Mondialiste Anti-impérialiste que j'anime et le... MDPL que notre équipe représente aussi sur le plan départemental, qu'à ce titre je fais partie du Bureau de ce Comité qui groupe également le PCF, les JC, le PS, les Radicaux de Gauche, la CGT, la CFDT, le FO, la FEN, le SNI, les Amis de Témoignage Chrétien, la Ligue des Droits de l'Homme, etc.

Le PSU local doit donc, selon vous, démissionner de ce Comité ? Car nous avons fait un gros travail de mobilisation sur le procès des commissions ouvrières, le 10/01/72. Et moi, je n'ai alors pas ma place au parti puisqu'en tant que Mouvement Mondialiste Anti-impérialiste très lié aux Commissions Ouvrières d'Espagne qui m'ont confié des films de « l'intérieur », j'organise à travers la France des réunions d'information, au fil des événements dans ce pays, pour essayer de créer des comités à l'image du nôtre. Ce que j'ai aidé à réaliser à La Roche-sur-Yon (Vendée), Poitiers (Vienne), Dic (Drôme), etc. S'il en est ainsi, qu'est-ce que l'avancement des luttes internationalistes, la prise de conscience des responsabilités de notre pays au maintien du régime franquiste, que je ne manque jamais de mettre en avant (en tant que Française), auront à y gagner ? (...).

Mais — et là j'en arrive à ces inexactitudes de votre article que je veux réfuter — c'est que si nous avons fait ce travail, ce n'est pas sentimentalement pour défendre uniquement des martyrs, ceux-ci plutôt que d'autres, mais parce que nous avons voulu faire de ce procès un procès politique et un procès du fascisme en Espagne. Ce n'est pas le PCF qui, en France, a mis l'accent sur Camacho parce qu'il était communiste (et il n'y avait pas que Camacho, mais 9 autres camarades dont un prêtre-ouvrier, ce que vous omettez de dire !), mais ce sont les Commissions Ouvrières alliées à d'autres forces qui ont demandé au PCF, comme aux autres partis de gauche et d'extrême gauche de faire cette campagne.

Nous réfutons cette phrase perfide : « Les Commissions Ouvrières... liées au PC Espagnol, d'où le bruit fait autour de ce procès en France par le PC français et ses satellites », car vous omettez de dire que les trois plus importantes centrales syndicales françaises, CGT, CFDT et FEN, ont aussi fait campagne et pris parti contre ce procès de syndicalistes (...).

J'en arrive maintenant à l'analyse politique sur ce procès, et donc à la raison fondamentale de notre appui privilégié. Ces dix hommes qui ont été condamnés à de si lourdes peines : Camacho, 20 ans ; le prêtre-ouvrier, Francisco Garcia Salve, 19 ans, et cela s'échelonne à 12 ans minimum... ne se sont vu reprocher que des actions de syndicalistes et leur « mauvaise conduite sociale », selon les critères du fascisme.

Les différentes forces en lutte en Espagne (pas seulement les Commissions Ouvrières, si les plus influentes) voulaient, en accord avec les dix prisonniers de Carabanchel, profiter de ce procès pour en faire le procès du régime et du fascisme en général. Ils ont voulu démontrer que, face à l'augmentation continue des heures de grève, et donc de la lutte ouvrière contre le régime, celui-ci voulait, par une répression monstrueuse, impressionner les travailleurs par ces lourdes condamnations pour des faits reconnus légaux dans les autres pays européens. Précisément parce qu'ils n'avaient pas fait autre chose que défendre leurs intérêts de classe (la classe ouvrière), ce procès ne pouvait avoir lieu que dans un pays fasciste.

Tout notre travail à l'OIT face aux droits de l'homme reconnus internationalement, a porté là-dessus. Ce serait une aide considérable pour l'action en Espagne, même si ce pays était exclu du BIT (...).

Car, et là j'en arrive à une autre démythification face à votre article : avec le PCL, le PCF et les Commissions Ouvrières, nous avons défendu tous les autres martyrs de ce régime, contrairement à vos dires — ceux du procès de Burgos — Julian Millan, le camarade libertaire, condamné le 11 février 1972 (nous l'avons même fait en réunion politique avec un responsable espagnol de ces syndicats clandestins que vous reniez) — nous avons agi pour

défendre les jeunes qui avaient été responsables de la mort du Consul de France — depuis nous avons continué vis-à-vis de toutes les victimes de l'ETA ou d'ailleurs (dont actuellement notre action pour PUIG ANTICH). Nous avons protesté et continuons, et interpellés pour le faire, je le répète par les Commissions Ouvrières, le PCE, le Comité d'Information et de Solidarité avec l'Espagne (CISE) et de la « Duchesse rouge ». Nous avons réagi également contre les procès des camarades de l'UGT, de l'USO, etc., souvent parallèlement au procès 1001. Que signifient donc vos accusations face à ces réalités ? (...).

Vous osez dire, à propos des morts de l'ETA ou autres révolutionnaires : « En comparant l'étendue des sanctions, on s'aperçoit donc que les organisations révolutionnaires sont plus durement frappées que les membres du PCE. » Alors, là encore, pourquoi omettre les morts des grèves ouvrières, des CO ou PCE tels que Patino (ouvrier du bâtiment) à Getafe (septembre 71), des trois ouvriers de Vigo pendant la grande grève (50 000 grévistes) en 1972, de l'ouvrier de Barcelone à San Adrian de Bezoz en 1973. Et ne trouvez-vous pas que ces arguments sont sectaires, navrants, et bien peu politiques ! Pourquoi les opposer ? Ce sont des frères de combat. Et cette phrase empoisonnée : « Les Carillistes » (ainsi nommés parce que membres du PC espagnol dont Santiago Carillo, bien que résidant à Moscou, est secrétaire général) ». Quelle perfidie dans le genre, quand on omet de dire que S. Carillo a été expulsé de France, d'Allemagne... Et que le PCE est un des PC dont la ligne politique est indépendante et intéressante puisqu'il a reconnu le Parti communiste Chinois, qu'il a condamné énergiquement, et continue de le faire, l'intervention de l'URSS en Tchécoslovaquie et la normalisation, qu'il dénonce tous les manquements à l'internationalisme prolétarien, que ce soit les liens diplomatiques et économiques de l'URSS ou la Chine avec le Gouvernement franquiste, que ce soit la vente de charbon par la Pologne à ce gouvernement lors des grèves des mineurs des Asturies. Nous serions heureux de voir le FRAP, en particulier les ML, prendre des positions aussi nettes vis-à-vis de l'attitude du Gouvernement Chi-

nois, notamment lors de la mort de Carrero Blanco (...).

Enfin, d'une façon sommaire, vous assimilez les Commissions Ouvrières au PCE, ajoutant que ce syndicat illégal est « plus ou moins toléré, suivant les périodes, par le pouvoir ». Avec les peines récentes de ses responsables, la preuve en est éclatante ! Disons que les CO étant la force la plus importante de l'opposition dans le monde ouvrier, par cette force même, elles s'imposent parfois, mais que les « délégués » sont très vite repérés et subissent la répression. Il est vrai, ce qui est là encore à leur honneur, que le PCE est entré en nombre dans ces Commissions, ses militants ayant aidé à leur création. Mais quand on sait comment fonctionnent ces commissions sur chaque lieu de travail, l'élection « du meilleur », le tout partant de la base, on en voit rapidement l'évolution. C'est ainsi que les chrétiens progressistes s'y retrouvent aussi en masse : issus de l'ACO, la IOC, et également bien d'autres organisations : les Carlistes, les Trotskistes, etc., et toujours en fonction de ce qu'est l'Espagne, différente d'une région à l'autre. Ainsi, l'implantation carliste est surtout importante en Navarre (...).

Par ailleurs, il est vrai que l'Assemblée de Catalogne, n'est pas « nette », mais après tout, c'est encore à travers elle que la mobilisation des masses est la plus intense lors des manifestations et des grèves. En Espagne, les mouvements des avocats, des médecins (qui réclament la médecine populaire), des professeurs et des étudiants contre la loi de classe de l'enseignement, sont tout de même positifs.

Pour nous, nous, en France, monnayer ainsi notre appui à telle ou telle lutte ? La solidarité, nous la devons en tout cas à tous. Et défendre les uns, les tirer de l'ombre, ne peut se faire en trahissant les autres ! C'est la somme des efforts de tous qui permettra au peuple espagnol d'avancer vers la démocratie et le socialisme car, même pour ceux que vous appelez les « révisionnistes », la première est peut-être le moyen d'établir le second. Ne faisons pas de procès d'intention ! Notre premier ennemi commun est le capitalisme, et sa forme la plus virulente : le fascisme !

Raymonde ETIENNE. ■

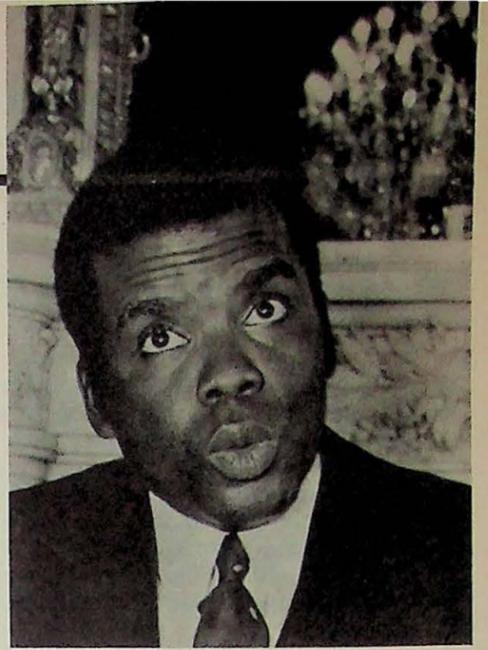
en souscription

L'HISTOIRE DU PSU

depuis sa création, par E. DEPREUX

15 f. franco au lieu de 22 f.

Editions SYROS, 9 rue Borromée PARIS



N'Gouabi : sincère, mais...

des bénéfiques. Et puis, si les sociétés distributrices de produits pétroliers doivent depuis peu céder leurs activités à la société d'Etat HydroCongo, les sociétés Elf (française) et Agip (italienne) — prospectrices et distributrices — jouissent des meilleures conditions d'exploitation.

On peut difficilement contester la sincérité d'un N'Gouabi ou nier la complexité de la situation générale que vit ce petit pays d'un million d'habitants aux ressources limitées ou inexploitées, dont le présent est hypothéqué par un passé colonial particulièrement pesant (sa capitale fut celle de l'ex-AEF). Mais l'on attend encore que soit précisée avec plus de netteté et respectée avec plus de rigueur une stratégie globale de libération nationale et de construction du socialisme, à la fois progressive et résolue.

La récupération des richesses nationales, la refonte de l'enseignement dans ses programmes et ses méthodes, l'accession des masses au contrôle ou au partage des pouvoirs — et notamment des paysans, du petit peuple urbain et des jeunes scolarisés : tout cela peut-il être amorcé par l'équipe dirigeante aujourd'hui rassemblée autour de N'Gouabi? En prend-elle actuellement les moyens? N'est-il pas déjà trop tard?... Ce sont les questions — c'est l'inquiétude — qu'expriment, à l'étranger, les militants à qui importe, pour elle-même et pour l'Afrique, l'avenir de la révolution congolaise.

René LANARCHE ■

(1) On sait aujourd'hui que « le soldat perdu » jouissait d'appuis financiers au Zaïre et que la CIA ne fut pas étrangère à l'affaire. On sait aussi que Diawara et ses compagnons ne furent pas tués, comme on l'a dit officiellement, au combat, mais bien dans les locaux de l'état-major congolais, quelques jours après une entrevue N'gouabi - Mobutu.

CONGO

où va la révolution ?

C'est avec une attention inquiète que les militants révolutionnaires suivent l'évolution de la situation intérieure du Congo. La répression qui s'abat actuellement sur les étudiants et les lycéens, venant après la révolte et l'écrasement du maquis d'Ange Diawara, obligent à se poser de lourdes questions sur l'avenir du régime. Un régime dont on veut espérer qu'il saura continuer de porter les espoirs de tous ceux qui mènent, en Afrique, la lutte contre l'impérialisme et le néo-colonialisme.

EXCLUSION de l'Université et des établissements scolaires, enrôlement immédiat dans l'armée « aux fins d'encadrement politique et civique pour une période de deux ans » : telle sont les sanctions prises par le Bureau politique du Parti Congolais du Travail à l'encontre des jeunes jugés responsables de l'actuelle agitation à Brazzaville. Elles frappent tout particulièrement les vingt et un membres du bureau de l'UGEEC (Union Générale des Elèves et Etudiants Congolais) et du Comité National Provisoire (CONAPRO) de cette organisation, aujourd'hui dissoute.

Par ailleurs, le Bureau Politique du PCT a décidé, entre autres mesures, que « les bourses d'études ne seraient plus attribuées automatiquement aux bacheliers » ; qu'elles seront mensuelles et non plus annuelles « pour permettre un meilleur contrôle du travail des étudiants ».

Voilà donc la réponse qu'en définitive le parti a cru devoir faire au discours de rentrée universitaire tenu le 10 janvier, en présence du chef de l'Etat et des corps constitués par le représentant des étudiants. Ce discours stigmatisait en termes crus « les structures néo-coloniales de l'Université qui répondent aux intérêts de l'impérialisme français », et n'épargnait pas le pouvoir ; il avait été lu au préalable par Marien N'Gouabi lui-même, qui n'avait pas manqué d'ailleurs de répliquer point par point à la tribune et d'affirmer : « En République Populaire du Congo, toute organisation ou toute personne qui niera la nécessité de l'existence de notre Parti d'avant-garde ou qui s'aventurera à vouloir faire une brèche dans sa discipline doit être considérée par le Parti comme réactionnaire et s'attendre au sort qu'elle mérite comme ennemie du peuple... »

Dans les jours qui suivirent, des heurts violents (on a parlé de morts) entre l'armée et les jeunes, étudiants, scolaires ou chômeurs, ont eu lieu dans les écoles où ils s'étaient retirés. Les « meneurs », dont certains détenus récemment libérés, sont arrêtés. Les réunions comme les communications orales ou écrites qualifiées de « subversives » sont interdites. La répression a la main lourde pour ceux que la radio qualifie « d'anarchistes et de voyous ». A Paris, les étudiants congolais ont occupé leur ambassade.

Ces derniers événements ne laissent pas d'alarmer les militants anti-impérialistes qui suivent avec attention le chemin difficile, parfois tortueux, de la révolution congolaise depuis 1963.

Pourtant, la fin — tragique — du maquis d'Ange Diawara en avril 1973 (1) fut annoncée comme un nouveau départ. La mise en place d'une nouvelle constitution et de nouvelles structures de pouvoir à partir du mot d'ordre : « destruction de l'appareil d'Etat néo-colonial » ; l'organisation d'élections législatives et l'établissement de conseils populaires à tous les échelons locaux semblèrent confirmer la volonté du parti et de l'équipe dirigeante de permettre aux masses d'accéder enfin aux décisions qui les concernent.

Cependant, les opérations électorales (68,16 % pour la liste unique des candidats du parti) se heurtèrent en maints endroits à l'indifférence, au scepticisme ou même à la hargne de la population lassée des remous de palais et des complots manqués qui agitent périodiquement depuis 1968 les clans politiques, militaires ou technocratiques, somme toute limités. Henri Lopes, le nouveau Premier ministre, n'a recueilli

que sept voix sur mille dans le quartier de Brazzaville où il s'était présenté. Les listes présentées à Pointe-Noire, capitale économique du pays, à Dolisie et à Jacob dans le sud, n'ayant pas obtenu la majorité, n'ont pas été élues.

Par ailleurs, la mise à l'écart de Yomhbi Opango, l'homme fort de l'armée, passé du commandement de l'état-major à l'inspection générale des troupes, sous le contrôle direct du chef de l'Etat, a pu être considérée comme une concession faite à la gauche — ou ce qu'il en reste — et à la jeunesse. De même, l'amnistie qui a touché quelque deux cents prisonniers politiques est apparue comme une mesure bienvenue d'apaisement. Toutefois, il faut en apprécier les limites : cent trente des libérés ont été intégrés, aux quatre coins du pays, à des « unités de production », privés de ressources et dans un état de santé souvent lamentable.

déjà trop tard ?

Certes, la révision des accords de coopération avec la France a été présentée comme une « refonte radicale ». Elle s'est faite cependant dans le climat le plus courtois, à partir de fréquents déplacements à Paris de Ganao, ministre des Affaires étrangères ; et Jean-François Deniau, secrétaire d'Etat à la Coopération, a fait le voyage de Brazzaville pour les signatures officielles. Autant qu'on puisse en juger, il ne s'agit que d'un replâtrage sans surprise et sans audace en tous domaines.

Enfin, l'année 1974 a été baptisée « année de la libération économique » : on annonce une action efficace dans les secteurs forestier et pétrolier, un programme de stabilisation financière, un réajustement de la politique commerciale, des solutions aux problèmes de la jeunesse sans emploi... Il est vrai qu'aujourd'hui encore, le domaine le plus important que possède la France en Afrique se situe au Congo et que les ressortissants français y bénéficient de droits exorbitants de rapatriement

front des luttes

• non au syndicat rouge...

Les 26-27 janvier avait lieu autour de la revue « Champ social » le premier rassemblement national de « groupes d'information des travailleurs sociaux » venus de différentes régions.

La revue « Champ Social » se voulait jusque-là l'instrument : — d'une meilleure information sur les luttes (analyse et bilan) des travailleurs et des usagers du secteur social ; — de jonction entre les autres secteurs en lutte et le secteur social par l'intermédiaire de comités d'action locaux (association de quartier, ASTI, etc.) ; — d'une prise de conscience progressive des travailleurs sociaux encore peu clairs politiquement, mais désireux d'approfondir leurs analyses.

Le problème se pose de la capacité de « Champ Social » à éviter tout dogmatisme (ce qui serait sa propre mort) et à faire sa propre autocritique ; de qui, par ailleurs, la revue doit-elle être le

support, celui d'un GITS national ou de GITS locaux sans autre ligne directrice ?

Les GITS (groupe d'information des travailleurs sociaux) sont à l'origine des groupes informels liés aux travailleurs et aux usagers en lutte dans le secteur social (Besançon, Flers, Caen, Poissy) ; ils se veulent un lieu où au-delà des syndicats ou partis politiques, sans se substituer à eux, mais de façon à jouer un rôle complémentaire, seront posés les problèmes liés à la pratique des travailleurs sociaux de façon à abriter ces organisations ou à impulser les luttes par la diffusion de l'information.

Certains camarades ont alors ressenti le besoin que « Champ Social » adopte une ligne politique plus précise à l'issue de ce regroupement, que « Champ Social » devienne le porte-parole d'un GITS national ayant une ligne politique plus précise... ce qui pose quelques problèmes.

Si ces camarades entendent nous proposer la constitution d'un syndicat rouge, avec une organisation de type léniniste, qu'il soit dit que tenant compte de l'information faite actuellement sur les luttes de notre secteur et de l'isolement des travailleurs du secteur social, nous pensons que ce n'est

pas là la voie à suivre ; en effet, cette nouvelle organisation risque d'écartier, lorsqu'elle est possible, la prise en charge réelle de leurs problèmes par les usagers et la population dont ils sont issus, que cette lutte concerne aussi... Notre pratique dans ce sens serait alors remise en cause et ce qui se passerait au GITS ne nous concernerait plus.

Une plate-forme ayant pour but de rassembler un nombre minimum d'objectifs a été proposée :

1. Les travailleurs sociaux ont

besoin d'une structure qui les aide à se situer dans la lutte des classes par rapport à la contradiction issue de leurs rapports conjoints de salariés face aux patrons et d'« éducateurs » face aux usagers.

2. Cette structure aurait pour but de favoriser : la formation, la réflexion critique sur notre pratique, la mobilisation contre la répression, les luttes des usagers, la démystification du rôle joué par les centres de formation de travailleurs sociaux.

3. Il faut définir le type de structure qui convient le mieux à leur réalisation.

4. Il faut définir un type d'orientation possible entre « Champ Social » et les GITS locaux.

Le prochain regroupement national du GITS aura lieu dans trois mois. Se renseigner auprès de « Champ Social », 1, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris. Permanence : samedi matin. Tél. : 033-39-46.

Louis MOREL. ■

CRITIQUE SOCIALISTE

Le N° 16 - Janvier-Février 1974 vient de paraître

Prix : 7 F

AU SOMMAIRE :

- Crise décisive ou renouvellement du capitalisme ? par Daniel LENEGRE.
- La crise de la planification française et la régulation du développement du capitalisme français, par Michel BRETON.
- La Pologne et la Hongrie : deux pays socialistes dans le dialogue Est-Ouest, par Jean-Pierre DUBOIS et Paul RAMADIER.
- Un mouvement pour l'autogestion, pourquoi ? Comment ? par Gérard FUCHS.
- A propos du livre de Alain TOURAINE : « Vie et Mort du Chili populaire », par Victor LEDUC.
- Crise monétaire internationale : le renoncement français et la politique de demain, par Jacques GALLUS.
- Energie ou développement : ne pas se tromper de crise, par Jean-Pierre ROMAIN.

Editions Syros - Librairie TS - 9, rue Borromée, 75015 PARIS.

● les leçons de Courcy

Courcy, ce n'est pas une affaire exceptionnelle, mais la tentative parmi tant d'autres d'un propriétaire foncier cherchant à exploiter plus encore les fermiers qui sont sur « ses terres ».

Ce qui à Courcy sort un peu de l'ordinaire, c'est l'ampleur de la mobilisation populaire et aussi le fait que les paysans engagés dans l'action ont pris conscience que c'est le droit de propriété qu'il faut remettre en cause si l'on veut assurer le droit au travail des paysans.

Dans l'immédiat, il faut à tout le moins contrôler l'application du statut du fermage, grâce à la mobilisation populaire sans trop attendre des syndicats officiels.

EN 1946, lorsque les forces issues de la Résistance étaient au pouvoir, un certain nombre de mesures favorables aux agriculteurs fermiers ont été prises. En particulier, le prix du fermage, c'est-à-dire du loyer qu'un fermier doit payer au propriétaire de la terre, a été limité à une certaine quantité de denrées (quintaux de blé, ou d'hectares de vin) selon la région. Ces quantités étaient fixées en fonction de la production et des prix en 1939 dernière année avant la guerre.

Le statut du fermage et la « référence à 1939 » ont depuis lors été considérés par les paysans comme une conquête essentielle. En effet, tous les gains de productivité réalisés par eux depuis lors (la production par hectare a doublé en moyenne) et les améliorations qu'ils ont apportées au sol n'ont pu être transférées dans la

poche des propriétaires, et cela même là où la concurrence pour la terre a été relativement forte.

C'est cette loi que Me Challe, à Courcy, et avec lui beaucoup de propriétaires fonciers non-exploitants, voudraient remettre en cause. Car la terre, selon eux, devrait rapporter son 10 %, comme tout capital. Et ils dénoncent — on ne peut que les suivre sur ce point — l'incohérence entre cette loi et le système économique général.

Ces propriétaires fonciers demandent à bénéficier de nouveau d'une rente foncière en rapport avec ce que rapporte « leur » terre au fermier.

Les forces politiques au pouvoir non plus. Aussi, le gouvernement, dont de nombreux dignitaires possèdent des terres (de Chirac à de la Malène...) n'est pas sourd à ces appels. Il s'apprête à déplaçonner l'ensemble des ferma-

ges ; signalons qu'il l'a déjà fait pour les baux à long terme, peu répandus dont les prix peuvent aller maintenant jusqu'à 20 % de la valeur de la production, soit 3 à 5 fois les fermages actuels.

Ce mauvais coup ne portera pas à trop grandes conséquences dans les régions céréalières (Bassin parisien - Nord), là où les agriculteurs fermiers, le plus souvent, sont pour la plupart des entrepreneurs capitalistes, bien organisés et plus forts que leurs propriétaires (en général des urbains descendant des petits paysans évincés). De plus, ils obtiennent des taux de profits suffisants pour absorber ce supplément de charges.

Par contre, dans les régions d'élevage, surtout là où la concurrence entre agriculteurs est vive, les propriétaires sont les plus forts. Si le prix des fermages redevient libre, c'est la faillite pour nombre d'agriculteurs.

C'est un peu comme si dans une ville où il y a chômage et crise du logement, on rendait libres les loyers des H.L.M... Il faut dénoncer ce mauvais coup porté aux agriculteurs et demander le maintien du statut de fermage ainsi qu'une meilleure protection du fermier.

Notons pour finir que l'attitude des dirigeants agricoles en majorité gros exploitants est pour le moins curieuse : ceux-ci semblent avoir donné leur aval à une telle mesure lors de la dernière conférence annuelle administration-pro-



chez les paysans

fession. Comme à Courcy, il faudra bien, pour contrer une telle collusion, que les agriculteurs s'organisent eux-mêmes. C'est sans doute cela la leçon de Courcy.

Hector COIRON ■

L'affaire

LES faits opposent un notaire, propriétaire foncier, à ses fermiers, puis à l'ensemble des paysans du canton.

— 1956 : Me Challe, le notaire, trouve que les Lemasquet, ses fermiers, ne sont pas assez dynamiques et le leur reproche : il veut que sa terre lui rapporte plus d'argent.

— 1956 - 1962 : multiples incidents créés par le propriétaire.

— 1963 : dans l'une des nombreuses lettres recommandées qu'il envoie, Me Challe glisse le congé de fin de bail ; les locataires ayant refusé cette lettre (comme les précédentes) ignorent qu'ils ont reçu congé.

— 1965 : à la fin du bail, Me Challe leur apprend qu'ils ne peuvent renouveler... et les laisse en place sans droits ni titres.

— 1968 : Me Challe demande l'expulsion des fermiers et 20 millions d'AF d'indemnités.

Les Lemasquet font appel à la F.D.S.E.A... qui négocie mais n'obtient rien, et à l'union locale des fermiers... qui mobilise en masse des paysans du canton.

— 1969 : manifestations diverses, création d'un comité de défense collective, frictions de ce dernier avec la F.D.S.E.A. Me Challe est retenu à la ferme pendant quelques heures

au cours d'une manifestation de soutien et porte plainte pour séquestration, 10 agriculteurs sont inculpés et 250 se déclarent solidaires.

— 1970 : les Lemasquet quittent leur ferme de Courcy.

— 1971-1972 : négociation discrète de la F.D.S.E.A. avec les propriétaires fonciers pour éviter le procès, ce à quoi se refusent les inculpés.

— 1973 : procès à Rouen, plaidé par Me Henri Leclerc. Le défilé des témoins en fait le procès du droit de propriété, opposé au droit du travail. Les accusés sont condamnés à des peines de principe. ■

● ca bouge un peu partout

Manifestations un peu partout ces dernières semaines (Figeac, Tonneins, Limoges, Saint-Brieuc, Nantes, Cholet...). Les revendications n'étaient pas uniformément axées sur le prix de la viande, mais aussi pour la rémunération du travail dans toutes les productions. Même la F.N.S.E.A. s'est réveillée en sursaut, mais bien vite endormie par les promesses de Pompidou et autres bassesses... En tout cas, Debatisse est très satisfait... Les forces conservatrices (F.F.A., F.N.S.E.A.) ont essayé souvent de détourner les revendications à leur profit, au besoin en jouant les poujadistes. Aussi soyons sur nos gardes et situons bien le vrai combat !

● Maine-et-Loire : un animateur FDL (Fédération Départementale Laitière) licencié par la FDSEA pour avoir animé une action d'agriculteurs pour l'augmentation du prix du lait (blocage de camions, rassemblement à Cholet...). A noter que, parallèlement, la même FDSEA déclarait appuyer l'action des producteurs de lait.

● Orsinval (Nord) : l'affaire Dejoers entre dans une nouvelle phase. Comme à Courcy, un propriétaire essaie de reprendre la terre à M. Dojoers, agriculteur, qui ne veut pas payer de « chapeau » (supplément de fermage égal à la valeur des fumures). La FDSEA et le CDJA soutiennent Dojoers, ainsi que 100 à 200 agriculteurs du Nord et du Pas-de-Calais. Le 7 janvier, une réunion de conciliation était prévue. Au lieu de s'y rendre, le propriétaire a labouré de nuit

une des parcelles litigieuses. Est-ce un autre Courcy ? A noter qu'en mai dernier une pétition avait recueilli 7.000 signatures.

● Rieucros : la Coopérative laitière ariégeoise de Rieucros est englobée dans le monde de l'ULP (groupe de coopératives laitières). En effet, depuis 1971, la situation de cette coopérative n'avait cessé de se dégrader pour des causes assez floues (investissements trop importants pour la collecte réelle, concurrence avec le privé et les autres coopératives, ennuis de gestion, comptes douteux). Les manoeuvres du préfet et des notables dirigeants ont réussi à empêcher les producteurs de contrôler l'avenir de leur coopérative et aux 300 employés de conserver leur emploi (il n'en reste déjà plus qu'une cinquantaine). Qu'est-ce qui se cache derrière les sourires rassurants de l'ULP ? Sûrement pas

quelque chose de bon pour les travailleurs...

● 7 au 10 février 1974 : Sixième congrès de la FGA, CFDT, le premier depuis trois ans. Notons d'abord que les syndicats de salariés du secteur agricole public (ministère, Forma, DDA, etc.) siègeront pour la première fois au sein de la FGA, élargie ainsi à l'ensemble des salariés de la branche agricole.

Parmi les actions prioritaires, furent celles pour la sauvegarde de l'emploi, un régime social unique et l'accroissement des libertés syndicales.

Les objectifs du 6^e congrès se situent dans la ligne de la confédération : affermir la lutte de classe prendre place dans l'action anticapitaliste.

« Nous savons concrètement ce qu'est la lutte de classe. Elle ne peut qu'être plus dure, parce que les patrons agricoles, qu'ils soient des artisans parvenus, des entrepreneurs solides, des mutualistes attardés, les patrons agricoles ne nous feront pas de cadeaux ».

« Nous ne nous sentons pas à part du combat ouvrier. Mais dans ce combat, nous entendons prendre notre part : s'attaquer à notre propre patronat, à notre propre milieu, au capitalisme en agriculture ».

Tout cela traduit une évolution très importante et devrait favoriser l'alliance recherchée par la FGA avec les organisations syndicales paysannes de classe ».

Un petit regret cependant : le projet de résolution générale ne souffle mot des différences de statut de rémunération, de conditions de vie et d'emploi entre les diverses catégories de salariés qui composent la FGA (un chercheur de

l'INRA n'est pas un ouvrier agricole...).

A considérer en face ces différences la FGA ne pourrait que gagner en force et en cohésion, et éviterait de tomber dans un nouveau « mythe de l'unité », côté salariés, cette fois.



2.800.000 exemplaires !

C'est le tirage atteint actuellement, en Angleterre, en Allemagne, dans les pays nordiques et, naturellement, au Japon, du livre d'un des plus éminents sexologues de ce pays, le docteur SHA KOKKEN. Ce chiffre suffit à exprimer la nécessité d'un tel ouvrage.

Le sexe et sa technique, par le texte et par l'image... Le titre peut choquer. Il ne choquera que ceux qui n'ouvriront pas le livre du docteur Kokken.

Pour la première fois, un médecin ose dire ce que chacun de nous devrait penser - on apprend tout aux hommes, sauf ce qui leur est essentiel : l'amour. Pourtant, que d'échecs, de drames, d'insatisfactions pour n'avoir pas admis cette évidence ! Il n'est pas possible pour un amour vrai, de séparer ce qui vient du corps de ce qui vient de l'esprit.

Il a fallu sans doute bien du courage et beaucoup de vraie simplicité au docteur Kokken pour réussir cette gageure, un livre qui met l'amour en images sans tomber à aucun moment dans la pornographie. Les petites poupées du médecin japonais ne heurteront qui que ce soit. Elles ont la franchise et la fraîcheur de contes pour ces adultes qui ne sont, trop souvent, que des enfants devant l'amour.

EDITIONS GUY DE MONCEAU - WAG. 34.62
34, rue de Chazelles, 75017 PARIS
CCP Paris 67-47-57

Prix : 55 F, par chèque, mandat ou C.C.P. - Avion : 70 F
Aucun envoi n'est fait contre remb., ni payable à réception

Veillez m'envoyer « Sexuelle Technik » - T.S.

M.....
Adresse
Mode de règlement

TEP
dernière 10 fév.
théâtre national
LA TEMPÊTE.
de SHAKESPEARE
mise en scène : Bernard SOBEL
à partir du 22 février :
LE CAVALIER SEUL.
17 rue Malte-brun - Paris 20e
m° gambetta - tél. 636.79.09

les textes
du Conseil National
(pour l'union populaire,
pour le socialisme autogestionnaire)
sont arrivés :
5 f pièce - 4,50 f par dix
Éditions SYROS

● UN COMBLE : Gutenberg

en bref

"ennemi de l'intérieur!"

Nous publions ci-dessous des extraits d'un appel de l'Imprimerie Presse Nouvelle, imprimerie lyonnaise poursuivie pour avoir imprimé des tracts du G. A. R. M. (Groupe d'action et de résistance à la militarisation) lyonnais. Ce procès, qui aura lieu le 12 février, marque une nouvelle et grave escalade du pouvoir dans la répression et la violation du droit à la liberté d'expression qui doivent être dénoncés avec la plus grande fermeté.

NOUS tous, membres de l'Imprimerie Presse Nouvelle, vous lançons un appel. Nous avons besoin de votre aide :

Le pouvoir veut poursuivre la répression des idées jusque dans l'exercice de notre profession. Le pouvoir veut museler, ceux qui le combattent par des idées nouvelles, en réprimant l'imprimeur. Nous sommes menacés dans la base

de l'exercice de notre profession, le pouvoir veut restreindre la liberté de l'imprimerie.

Nous devons nous défendre, ne pas laisser une parcelle de cette liberté, dans les griffes de la répression.

Ceux qui écrivent, ceux qui diffusent leurs idées, en utilisant les moyens de l'imprimerie, tous ceux qui communiquent par l'écrit, tous ceux qui luttent, combattent, ont besoin de l'imprimerie et doivent nous aider, nous soutenir, participer activement à notre défense, car en fait c'est eux-mêmes, c'est une partie des moyens de leur lutte qu'ils défendent.

Nous avons besoin de vous. Voici les faits :

Sur plainte du ministre des Armées, je suis en tant que gérant de I.P.N., inculpé de complicité pour les délits suivants :

- provocation à l'insoumission ;
 - provocation à la désertion ;
 - incitation d'autrui à bénéficier des dispositions du code du service national dans le but exclusif de se soustraire aux obligations militaires ;
 - injures envers l'armée ;
- pour avoir à plusieurs reprises imprimé sur nos machines les tracts du G.A.R.M. (Groupe

d'action et de résistance à la militarisation) de Lyon.

Nous avons imprimé ces tracts, comme ceux de beaucoup d'autres organisations ou groupements, qu'ils soient politiques, syndicaux, ou en lutte sur un front particulier (choisir, comités français-immigrés, réfugiés du Chili), etc.

Etre un outil, une arme dans les mains de ceux qui luttent, telle est la raison d'exister de notre imprimerie : leur permettre de diffuser leurs idées en des milliers d'exemplaires, toucher des milliers de gens en même temps, dans des centaines d'endroits différents.

N'obtenant que de piètres résultats dans la répression des idées diffusées par les individus, les groupements, les organisations, nos gouvernants veulent tenter de briser un des outils qui les véhicule. La liberté de l'imprimerie est l'épine dorsale de la liberté de la presse, elle-même, forme organisée de la liberté d'expression. C'est pourquoi la loi de 1831 prévoit que l'on ne peut poursuivre l'imprimeur pour FAITS D'IMPRESSION si les auteurs des textes imprimés sont connus. Tel est le cas pour ces tracts.

En excluant de la loi sur la presse certains délits, en les qualifiant de « droit commun », puis en nous poursuivant com-

me complice de ces délits, le pouvoir transgresse l'esprit de la loi pour s'attaquer à la liberté de l'imprimerie.

Mais notre inculpation contient bien plus grave encore, elle veut obtenir par la peur une forme de censure favorable au pouvoir.

Inculper aujourd'hui l'imprimeur, obtenir sa condamnation, c'est brandir demain sous ses yeux cette menace, afin d'obtenir qu'il refuse d'imprimer ce que le pouvoir établi, condamne.

C'est créer la censure de l'imprimeur sur les textes n'ayant pas les faveurs de nos gouvernants.

Nous n'acceptons pas, nous n'accepterons jamais d'être des censeurs au service du pouvoir.

Nous n'accepterons jamais d'être un moyen de pression sur les idées, d'être un moyen de pression sur certaines idées seulement, idées qui nous seraient désignées par les gérants de ce régime en nous brandissant sous les yeux l'épouvantail de l'inculpation.

Il s'agit d'une attaque concertée :

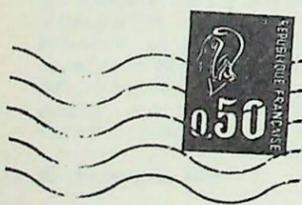
- contre la liberté de l'imprimerie ;
- contre la liberté de la presse ;
- contre la liberté d'expression ;
- contre la liberté de pensée.

Nous n'accepterons jamais de pression sur le principe de la liberté dans l'exercice de notre travail.

● Montpellier : Deux licenciements illégaux de délégués syndicaux CFDT annulés par les tribunaux. Dans les deux cas, astreinte de 100 F par jour de retard dans l'application de la décision de réintégration. (Ets Gelbon, Société Nouvelle Rey et Tramblay).

● Dole : le patron de combat, Georges Magyar, condamné par le Tribunal de Grande Instance de Dole (5.000 F d'amende, 800 F dommages et intérêts à la C. F. D.T. métallurgique de Dole) pour non-respect de la loi relative au statut des délégués du personnel. On lui reproche notamment de ne pas avoir souscrit à l'obligation faite à un employeur de recevoir les délégués du personnel sur leur demande, en cas d'urgence.

● Laval : 36 Turcs, traités comme du bétail, qui travaillent à la rénovation de la voie ferrée. Logés dans un vieux train, dix par wagon, un seul point d'eau, pas de W.C., 5,55 F de l'heure — un quart d'heure pour déjeuner. Départ au boulot à 7 heures, retour à 19 heures — ont eu le culot de se mettre en grève. Un comité de soutien se met en place. Les négriers qui les emploient, c'est la société Desquennes et Giral, aux Mureaux (78). Pas défendu d'aller y mettre son nez, histoire de contrôle, embauche et conditions de travail.



● du maire de Besançon...

MIS en cause dans notre numéro du 16 janvier, dans l'article intitulé « Une semaine à Palente », le maire de Besançon, M. Jean Minjoz, nous demande de publier la mise au point suivante :

« Depuis le début de l'affaire LIP, de nombreux journaux parisiens ont multiplié les erreurs et les procès d'intention en ce qui concerne mon action à la tête de la Municipalité. Je n'ai pas cru devoir répondre à chacune de ces attaques, parfois injurieuses, parce que j'avais mieux à faire dans mon effort constant pour éviter le pire et pour contribuer à une solution la meilleure possible pour notre Ville et les travailleurs de LIP.

« Mais aujourd'hui, devant la prolifération des contre-vérités, je ne puis plus me taire ; par exemple, l'hebdomadaire national du PSU dans son dernier numéro écrit, après avoir relaté la manifestation de la rue Violet :

« Minjoz (le Maire) condamne cette manifestation en indiquant que les contribuables devraient payer, mais il oublie de dire que les CRS et gardes mobiles logés dans des locaux municipaux comme le Château de Bouclans, à 20 km de Besançon, ont déjà commis assez de dégâts pour justifier plusieurs interventions des ouvriers municipaux sur le dos des mêmes contribuables (la CGT condamne aussi cette manifestation).

- La vérité est la suivante :
1. Il est exact que le château de BOUCLANS a été réquisitionné ;
 2. Il est inexact que d'autres locaux municipaux aient été occupés.
 3. Il n'y a jamais eu de gardes mobiles à BOUCLANS ;
 4. Je n'ai pas pour mission de défendre

courrier... municipal

...et de celui de Chanteloup

C'est dans un numéro du mois de novembre 73 (TS 598) que l'action d'un autre conseil municipal était mise en cause : celui de Chanteloup-les-Vignes, à propos d'une affaire immobilière qui fit quelque bruit en son temps. L'adjoint au maire de Chanteloup, M. André Mouraye, nous a fait parvenir une longue lettre, dont nous publions quelques extraits, ainsi qu'une brève réponse d'un des responsables de l'association de sauvegarde.

« La mairie, quoique vous en pensiez, a toujours eu pour point de mire l'intérêt et les aspirations de l'ensemble des électeurs. Nous nous sommes, malgré tout, efforcés, dans la mesure de nos moyens, de faire aboutir certaines revendications particulières, quand elles nous paraissaient justifiées. »

« C'est ainsi que, lorsque la ZAC, créée par l'arrêté préfectoral du 26 janvier 1972, a englobé à l'intérieur de son périmètre un certain nombre de pavillons nouvellement construits, le maire a obtenu de l'organisme aménageur (agence Foncière et Technique de la Région Parisienne), que ces terrains soient mis hors ZAC, de façon à éviter leur démolition probable. Plus tard, quand les propriétaires de ces pavillons, devant l'envahissement de leur espace vital par l'acier et le béton, se sont résolus à négocier un départ inévitable, là aussi la mairie est intervenue, pour leur faciliter les négociations (...) ».

« Je n'ai jamais mésestimé le rôle ni l'impact de l'Association de Défense de la Boucle de Chanteloup. Il n'en reste pas moins vrai que si le conseil municipal avait cédé aux injonctions des autorités administratives en acceptant le plan d'aménagement de la zone tel qu'il était présenté, je

les CRS, mais bien les intérêts de la ville. Je souhaite bien sûr que les CRS quittent au plus tôt Palente et leur garnison, car je sais ce que leur présence coûte à l'Etat, et je veille à ce qu'elle ne coûte rien au budget de la ville. Dès l'arrivée des CRS à Bouclans, j'ai fait dresser un état précis des lieux, permettant une totale indemnisation en cas de dégradations ;

5. Il n'y a jamais eu d'intervention des ouvriers municipaux pour d'éventuels dégâts.

« Après cette histoire inventée de toutes pièces, dans la volonté délibérée de me nuire ainsi qu'à mes amis, le journal du PSU ajoute : « Minjoz apporte son concours au plan Messmer » : c'est là une basse calomnie quand on sait que je suis intervenu à plusieurs reprises auprès du Premier Ministre pour que LIP ne soit pas fini.

« Avant d'imprimer des ragots de cette sorte, il serait tellement plus facile de demander des informations précises à la Municipalité. Je compte sur le bon sens de mes concitoyens pour faire justice de ces mensonges qui sont diffusés à travers toute la France à des fins d'exploitation politique. »

Jean MINJOZ.

[Quelques remarques à la suite de la lettre du maire de Besançon :

1) L'information parue dans TS avait été donnée par des ouvriers municipaux lors d'une assemblée générale des travailleurs de LIP.

2) Dans sa lettre, M. Minjoz fait état de mesures prises « en cas de dégradation » et d'« éventuels » dégâts. Il faut donc croire que le maire lui-même avait de fortes inquiétudes concernant l'usage fait par les CRS des locaux réquisitionnés.

3) Sur le fond de l'affaire, qui a d'ailleurs occasionné des interventions du PSU auprès du Parti Socialiste et de la CFDT auprès du maire lui-même, il est de notoriété publique que le démantèlement a failli être effectif du fait de l'accord passé entre la municipalité et Arbel. Si aujourd'hui les Lip ont remporté une première grande victoire, on ne peut malheureusement dire que M. Minjoz y soit pour grand-chose...]

G. F. ■

suis persuadé que jamais le Tribunal Administratif n'aurait rendu un arrêt ordonnant le sursis à exécution...)

« Je préciserai que l'action du conseil municipal n'est sans doute pas si négligeable puisqu'elle a abouti — grâce à l'association de Défense, aucun d'entre nous ne songe à le nier — à l'acceptation par les promoteurs d'un nouveau plan d'aménagement établi par notre commission d'urbanisme et qui semble satisfaire la grande majorité de nos concitoyens. Y compris ceux qui sont membres de l'Association de Défense, puisqu'au cours de leur dernière assemblée générale, ils ont manifesté par un vote leur accord au sujet de ce plan. »

André MOURAYE.

— Pourquoi une association de sauvegarde a-t-elle été obligée de se créer à Chanteloup ? Parce qu'une municipalité élue par la population n'avait réussi, au bout de 7 ans de parlotes, à ne changer que le nom de l'opération, alors qu'une association réussit en un an à faire stopper les travaux par des moyens légaux. C'est encore l'association qui a été obligée de faire appliquer la décision du Tribunal administratif en se portant partie civile. La totalité du chantier fut stoppée, comme en témoignent les circulaires préfectorales.

[— L'association, comme le déclare la municipalité dans un article paru dans la Liberté de la Vallée de la Seine du 13 juin 1973, a permis la discussion entre les représentants de la commune et ceux de l'administration. Les habitants jugeront eux-mêmes à qui attribuer la gloire et la part de chacun dans les succès obtenus.

[Ce que nous ajouterons, pour notre part, c'est qu'il est nécessaire qu'une association de défense, composée de citoyens responsables et soucieux de leur cadre de vie, prenne ses affaires en main, et exerce un contrôle populaire sur la ville. C'est ce qu'ont fait les habitants de Chanteloup qui ont obtenu d'appréciables résultats par l'action menée, qui est une action politique (car faire de la politique, c'est s'occuper des affaires des citoyens et de la cité, faut-il le rappeler pour certains ?]

UNE DOUBLE NECESSITE

EN décidant après les centres d'initiative communiste un processus d'unification avec le P.S.U., l'alliance marxiste révolutionnaire confirme une double nécessité : celle du renforcement d'un pôle politique autogestionnaire capable de peser réellement sur les enjeux fondamentaux auxquels se trouve aujourd'hui confronté le mouvement ouvrier. Celle du dépassement nécessaire de la groupuscularisation de l'extrême gauche qui s'est trouvée incapable de constituer une véritable force politi-

que. Ce n'est pas un hasard si aujourd'hui des militants d'origine trotskyste ou maoïste adhèrent ou envisagent de rejoindre le P.S.U. Avec toutes ses imperfections, dont nous sommes les premiers conscients, le P.S.U. dispose d'une base ouvrière et populaire insuffisante certes, mais réelle, d'un projet politique, l'autogestion, d'une stratégie, le contrôle ouvrier et l'unité populaire.

Or l'extrême gauche a pratiquement échoué sur ces trois terrains. Si l'expérience accumulée par de nombreux

militants depuis 1968 constitue un apport extrêmement riche, il est clair qu'elle ne peut trouver de traduction politique dans ce que l'on a appelé le gauchisme. C'est aujourd'hui au cœur du mouvement ouvrier et populaire comme le montre Lip, que s'opère la maturation commencée en 1968. C'est par rapport à la perspective de l'autogestion et sur les bases du contrôle ouvrier et populaire qu'un nombre croissant d'organisations de toute nature situent leur combat. La décision prise par une dizaine de mouvements

d'éducation populaire de tenir les 20 et 21 avril des assises nationales pour l'autogestion est un signe important de cette évolution. Le P.S.U. y participera bien sûr activement. Il est en effet nécessaire de dépasser le stade du C.L.A.S. pour avancer rapidement dans la voie d'un véritable mouvement pour l'autogestion socialiste. Sur tous ces points, « T.S. » apportera dans les prochaines semaines les informations nécessaires à la préparation de ces assises.

G. F. ■

DECLARATION DU COMITE CENTRAL DE L'AMR

LE mouvement révolutionnaire est à la croisée des chemins : ou il joue un rôle politique en s'intégrant résolument au mouvement réel des masses, ou il se marginalise tout en continuant à garder des liens avec la jeunesse scolarisée.

La situation politique impose des choix nouveaux. Une organisation révolutionnaire n'est pas une association de propagande, c'est une organisation pour l'action dans la lutte de classes.

Avec l'approfondissement de la crise générale du capitalisme, les données politiques de la lutte des classes se sont éclaircies.

Devant la récession qui s'annonce, face aux menaces sur l'emploi et le pouvoir d'achat, l'unité de la classe ouvrière se renforce. Dans une conjoncture où la bourgeoisie, après les mesures du conseil des ministres, est plus que jamais divisée, il faut offrir une issue politique d'ensemble au combat défensif.

Il faut passer à l'offensive !

Le combat pour un gouvernement des organisations ouvrières, rompant avec la bourgeoisie et appliquant un programme anticapitaliste, vient renforcer l'espoir né depuis déjà plusieurs années à travers une multitude de luttes s'attaquant à la structure même du système capitaliste, à sa hiérarchie, à son organisation du travail, à ses valeurs, à ses institutions.

C'est dans ce contexte que l'activité des marxistes-révolutionnaires doit

maintenant se concevoir. De nouvelles tâches attendent donc l'A.M.R.

D'abord lutter pour l'unité d'action, de la base au sommet, dans les comités ouverts à toutes les tendances qui se réclament du mouvement ouvrier. Unité pour l'action, pour les revendications des travailleurs, mais aussi unité pour imposer une solution ouvrière à la crise, pour créer les conditions d'une ouverture révolutionnaire, unité pour arracher le pouvoir à la vieille classe dominante. C'est pourquoi, sans semer aucune illusion, sur la politique réformiste des directions actuelles du mouvement ouvrier, l'AMR combat pour la formation d'un gouvernement PS-PC appuyé sur les syndicats et contrôlé par les travailleurs, gouvernement dont le programme doit faire l'objet d'une élaboration par les travailleurs eux-mêmes dans leurs comités d'unité à la base. Mais pour que l'unité ait un sens, il est indispensable que le courant révolutionnaire pour l'autogestion se renforce, s'organise, par le haut et fort devant toute la classe ouvrière.

Les militants de ce courant sont dispersés, des divergences les séparent encore, leurs expériences sont différentes ; mais la vie impose une accélération du regroupement.

L'AMR consciente des enjeux historiques de la présente conjoncture, est prête à faire tout ce qui lui est possible pour éviter qu'à l'occasion d'une nouvelle crise sociale le mouvement révolutionnaire ne se retrouve fragmenté, désorienté et sans stratégie, comme en mai 68.

C'est pourquoi le Comité Central de l'AMR se prononce à l'unanimité pour

préparer le processus d'unification des révolutionnaires pour l'autogestion au sein du PSU.

Cette unification sera une étape, dans le combat pour la construction d'un parti révolutionnaire de type nouveau adoptant l'autogestion comme axe de son programme. Mais elle est décisive. Elle marquera, face au mouvement ouvrier dans son ensemble, la volonté des militants de l'AMR d'agir à partir des besoins de la lutte de classes. Dans l'immédiat, le CC de l'AMR propose à la direction nationale du PSU l'ouverture d'un débat public sur les conditions politiques et organisationnelles de ce regroupement, son importance, ses perspectives, son but.

Un groupe permanent de travail peut se mettre en place pour aborder ces diverses questions (politique de l'unité d'action, stratégie de construction de l'organisation de l'avant-garde autogestionnaire, structure et fonction du parti, stratégie internationale, étapes du regroupement, etc.).

Le 20 janvier 1974. ■

DECLARATION DU BUREAU NATIONAL DU PSU

Le PSU avait lancé, lors de son Conseil national, un appel au regroupement des organisations politiques qui ont choisi le combat pour l'autogestion comme alternative aux projets réformistes. La décision de l'Alliance Marxiste Révolutionnaire, venant après celle des Centres d'Initiative Communiste d'entamer un processus d'unification avec le PSU démontre la possibilité de ce regroupement politique. Cette décision est importante : elle annonce pour

la première fois depuis 1968 la fin de la groupuscularisation du mouvement révolutionnaire, autour du seul projet politique, de la seule stratégie dont celui-ci soit porteur et dans lequel les travailleurs en lutte puissent se reconnaître : le contrôle ouvrier et l'autogestion, vivifiés par les grands combats de la classe ouvrière au cours de l'année 1973.

Cette décision est aussi le résultat d'un travail patient de confrontation, de coordination et d'unité d'action. L'Alliance Marxiste Révolutionnaire a largement contribué à la création, il y a un an du Comité de liaison pour l'autogestion socialiste. Le renforcement du PSU, aujourd'hui, est l'un des résultats des efforts accomplis au sein du CLAS. Mais ce n'est pas le seul moyen qu'on doive en attendre. L'émergence d'un large mouvement pour l'autogestion socialiste est plus que jamais une perspective indispensable au combat pour un véritable pouvoir des travailleurs.

Renforcé, montrant sa capacité à s'ouvrir à des militants venus à lui par des chemins divers, confronté aux exigences du travail de masse et de l'unité d'action anticapitaliste, le PSU voit ses responsabilités démultipliées. C'est pourquoi, il donne son accord au Comité Central de l'AMR pour la constitution du groupe permanent qui en étudiera les conséquences politiques et organisationnelles jusqu'au terme du processus de regroupement. Il désigne pour le représenter à ce groupe permanent les camarades Robert Chapuis, Michel Mousel, Alain Rannou, Christian Berger et Basile Volokhine.

31 janvier 74. ■

front des luttes

● la médecine des patrons

— Je suis venu contrôler médicalement si vous êtes malade.

— De la part de qui ?

— De l'usine Stein.

— L'usine Stein n'est pas habilitée à contrôler les gens.

C'EST ainsi qu'un militant a reçu un médecin-contrôleur de Sécurex. Non contents d'avoir des milices patronales ou des syndicats fascistes, voici que des patrons paient des médecins pour raccourcir ou supprimer les congés de maladie. Au travail, esclaves !

Depuis l'été dernier, une trentaine d'entreprises du Nord ont adhéré à Sécurex. Issue d'un organisme belge et chargée aussi de secrétariat social et... de publicité, cette officine emploie 7 médecins qui, en trois mois, ont contrôlé plus de 2.000 travailleurs malades. Bon nombre d'entre eux ont dû reprendre avant la date fixée par le médecin traitant. Il faut croire qu'il y a de l'argent à gagner dans l'anti-médecine, puisqu'un cabinet d'assurance a créé un autre organisme, la SOFRAP. C'est que les patrons adhérents paient de bonnes cotisations. Et une trentaine

d'entreprises du Nord ont déjà adhéré à Sécurex : Béghin, ainsi que de nombreuses entreprises métallurgiques comme Fives-Lille, Massey, Stein, Peugeot.

Les choses se passent ainsi : une entreprise signale un malade à Sécurex qui envoie un médecin patronal dans les 24 heures. S'il raccourcit le congé de maladie, le médecin traitant doit avoir recours à un médecin arbitre. Sinon, le malade doit reprendre le travail plus vite ou, pendant la période de « raccourcissement » ne toucher que les demi-journées de la Sécurité sociale, le patron supprimant les demi-journées prévues dans l'accord de mensualisation.

Pour justifier cette attaque au droit à la santé, les patrons interprètent à leur manière un article de la convention collective stipulant que l'absence pour maladie doit être « dûment constatée par un certificat médical et une contre-visite s'il y a lieu ». Et ils se déclarent au bord de la ruine parce que, selon eux, l'absentéisme aurait augmenté de 2 à 3% depuis l'application de la mensualisation.

Les syndicats ouvriers refusent cette interprétation de la convention collective : la contre-visite en question doit être celle de la sécurité sociale et rien d'autre. La

caisse-maladie de Roubaix ne reconnaît d'ailleurs pas Sécurex et paie les demi-journées jusqu'à la date prévue par le médecin traitant.

Quant à l'absentéisme, il y a un moyen de le réduire : s'attaquer aux locaux insalubres, au manque de sécurité et aux cadences abrutissantes.

Corresp. ■

● EN BREF

● Auxerre : Le journal de la fédération PSU de l'Yonne, « Combat Socialiste », inculpé par plainte conjuguée du syndicat CFDC de la police et de cet incorrigible chicaneau de Marcellin. Tout ça pour trois lignes d'un « poème pour Lip », publié dans leurs colonnes — envoi d'un lecteur. Trois lignes qui disaient : « Alors, en désespoir, ils vous ont envoyé / Ce que notre pays engendre par milliers / Des flics, ces ramassis d'assassins en puissance / que sont les CRS, SS de la France ».

C'est pas gentil ? d'accord. C'est excessif ? C'est vrai. Mais c'est un poème, pas un texte politique du PSU. Et qui plus est, un poème naïf d'un travailleur, lecteur du journal, qui s'est simplement exprimé comme il croyait devoir et pouvoir le faire.

Et puis, souvenez-vous, c'était il y a juste 12 ans, le 8 février 1962, la police de ce régime tuait à Charonne. Quel rapport ? Sais pas. De-

mandez au gars qui a fait ce poème. Ça l'a peut-être marqué, Charonne.

● La Courneuve : Les journalistes sont contents. Ils ont trouvé un « nouveau Lip », comme ils disent, à l'entreprise RATEAU, où le personnel occupe les locaux avec le double mot d'ordre : « Pas de démantèlement, pas de licenciements. » Evidemment, on peut s'y tromper. Situation pourtant très différente de Lip. D'abord parce que le syndicat majoritaire est la C.G.T. Ensuite, parce que la

décision de 400 licenciements, suite à la réorganisation de la boîte a été prise au plus haut niveau (Ambroise Roux soi-même) du trust C.G.E., dont dépend l'usine Rateau. Enfin, parce que les contrats passés par l'Etat à la dite C.G.E. pour la construction de centrales thermiques ouvrent des perspectives nouvelles sur le plan de l'emploi, au niveau du trust. C'est donc à ce niveau (la C.G.E.) que la bataille pour l'emploi devrait se développer rapidement et non dans le simple cadre de l'usine Rateau. On en reparlera.

ÇA
A
FAILLI

...

UNE fois encore, pour tenir dans la limite de nos 16 pages nous avons dû réduire un certain nombre d'articles, et en ajourner ou supprimer d'autres. C'est ainsi que vous avez notamment failli lire cette semaine :

— Un article de nos correspondants à Poitiers sur le voyage de Pompidou

— Un papier sur le Larzac.

— Un autre d'un lecteur sénégalais sur l'immigration des Africains.

— Un article sur la répression dans les lycées.

— Un autre racontant en détails (savourez) l'occupation par les militants PSU des locaux de l'A.T.E.

— Quelques bonnes feuilles du dernier livre d'Edouard Depreux à l'occasion de l'anniversaire du massacre de Charonne (8 février 62), etc.

On est les premiers désolés de ne pas vous faire profiter de tout ça. Une seule solution : des abonnements nouveaux pour qu'on puisse s'offrir les 20 pages.

SIMPLE MILITANT

bonnes feuilles

MAURICE JAQUIER



Maurice Jacquier sait de quoi il parle quand il retrace dans son livre « Simple Militant » son expérience du combat ouvrier : la montée des fascismes, le Front populaire, la guerre civile en Espagne, la résistance, la libération, Mai 68... De ce combat incessant, vécu avec ses échecs et ses espoirs renouvelés, Jacquier ne tire nulle amertume. Au contraire ! Il suffit de lire les bonnes feuilles que nous publions ici. Elles sont extraites de la conclusion de son livre, écrite trois ans après mai 1968.

Ceux de ma génération, en un demi-siècle, ont vu décroître, naître, succomber, se maintenir artificiellement les II^e, III^e et IV^e Internationales. Ils ont vu décroître la III^e République et l'État français qui ne dura que cinq ans, leur succéder la pire de toutes, la IV^e, qui succomba en 58 pour donner naissance au pouvoir personnel incarné dans la V^e...

Quel siècle en vit autant ? La condition ouvrière s'est améliorée. Trop, disent certains, qui ne sont pas des réalistes et qui vitupèrent la société de consommation qui démobiliserait soi-disant les travailleurs. J'ai connu, à l'âge de quinze ans, des enfants de mineurs qui descendaient à la mine, au fond, dès leur douzième anniversaire. Il n'y en a plus !

Que le réformisme ait récupéré l'action révolutionnaire, ou avez-vous vu, dans quelle société, qu'il en soit autrement ? Mais c'est de l'action révolutionnaire, qu'il détériore, que se nourrit le réformisme. De 21 à 71 il y en a eu, des luttes, des mecs qui sont restés sur le carreau ! Ceux qui furent décapités, pendus, brûlés à la chaise électrique, fusillés, garrottés... Ceux qui furent torturés jusqu'à l'extrême limite de leur résistance. Ceux qui passèrent les plus belles années de leur jeunesse dans de sombres et infectes prisons, dans des bagnes, en exil. Ceux qui tombèrent sur des barricades, dans les manifestations de rues, lors des putschs, des insurrections, des révolutions, des contre-révolutions. Qui furent assassinés, déshonorés. Pas seulement, hélas, par leurs adversaires capitalistes, mais aussi par certains dont ils se croyaient frères. Et leurs veuves, et leurs orphelins et les abandonnés ?

1
3

autant de vins ! Parce que, née de la culture latine, notre civilisation (la vôtre, intellectuels qui nous l'avez prodiguée !) est capable de créer un parti pour chaque Français, qui exultera ainsi d'avoir raison, mais seul !

C'est ça que vous voulez, camarades gauchistes ? Alors, moi, je préfère le bout de chemin que j'ai pu faire avec ceux-ci ou celles-là, je préfère la lutte menée avec les anars et le POUM en Espagne, celle menée au sein de la SFIO pour la faire éclater, mes illusions sur le MNR (3) pendant la nuit, les illusions de ceux qui venaient au PCF lorsque l'aurore commençait à poindre.

Mieux vaut ma recherche solitaire, dans mon désert, rompue par le renouveau de l'action syndicale, ma participation au MLP (4) jusqu'à l'UGS, que les illusions que vous prodiguez sempiternellement. Lorsque le soleil est apparu, entre deux nuages, de mai à juin 1968, je me suis retrouvé dans la lutte avec les copains de ma boîte qui progressèrent quatre semaines à pas de géants... pour retomber dans leur détresse, peut-être... mais qui redécouvrirent, si les circonstances sont favorables, les mobiles qui les animaient alors ; l'expérience les gardera des trahisons, si nous savons leur parler clair.

Alors, gauchistes, mes amis, mes camarades,

Si vous ne comprenez pas qu'au moment où s'entr'aperçoivent les prémices du déclin du PCF, l'heure n'est plus à l'exégèse ni aux discussions sur le sexe des anges,

Si vous n'êtes pas capables de comprendre qu'une organisation de masse, puissante, efficace, que vous sapez de l'intérieur, pourrait naître avec le Secours Rouge,

Si vous ne cessez pas vos querelles de boutiques au sein des Comités d'usagers des transports, des Amicales de locataire, etc. (car nous pourrions regrouper sur le plan local, départemental, régional, national, des milliers de travailleurs, qui se retrouveraient ensuite dans les usines),

Si vous ne comprenez pas que la lutte des paysans rejoint la nôtre, et qu'il ne s'agit pas d'y aller pour pêcher à la ligne,

Et ceux qui eurent la chance de survivre, même lorsqu'il m'arrive de les accabler parce qu'ils n'allèrent pas à l'extrême limite de la lutte, il m'arrive également de les absoudre. Tous ceux-là, qui furent des centaines et des centaines de mille, ils y croyaient ou pas à la Révolution, à leur Idéal, à une Société meilleure ?

Tous ceux, parmi leurs femmes, leurs enfants, qui reprirent le fusil qu'ils avaient lâché, que d'autres lâchèrent par épuisement, misère, contrainte... Ceux qui furent dans les camps. Parfois sans avoir rien fait d'autre pour y aller que d'être d'une autre race.

Tout cela, c'est la somme finale dont nous avons payé nos échecs. Mais c'est aussi la somme de ce qu'il nous a fallu pour frôler la victoire. C'est de là que nous viennent nos espoirs.

Par ailleurs, combien étaient-ils de par le monde ceux qui tentèrent l'impossible gageure de lutter contre le courant ? Quelques dizaines de milliers ?... Je n'en sais pas le nombre, mais ils étaient peu. L'on va m'objecter que les bolcheviks n'étaient qu'une poignée... Mais les événements de l'Histoire ne se répètent jamais et il ne s'agit pas de ruser pour convaincre, ni de citer ses sources pour qu'elles soient pures. Les sources sont en nous et nulle part ailleurs. Ou nous referons tout ou nous échouons.

En Espagne, le POUM (1) devait atteindre les cinquante mille adhérents. Il avait des milliers de combattants. En France le PSOP (2) espérait 30.000 adhérents lors de son départ de la SFIO ; la tendance GR représentait le tiers des effectifs du Parti. Les 30.000 partirent mais nous en recueillîmes moins de 10.000, sur lesquels un certain nombre flanchèrent...

Si le parti révolutionnaire, qui doit naître pour affronter la suite, n'est pas présent dès l'amorce d'événements que l'on est en droit d'espérer, et ne compte pas, au départ, au moins cent mille militants solides et formés, dynamiques et véritablement révolutionnaires, la tâche à accomplir ne sera pas accomplie, une fois de plus.

Pourquoi faut-il que, dans la foulée de 1968, de ces immenses retrouvailles qui susciterent tant d'espoir soit né un tel sectarisme groupusculaire ? Pourquoi faut-il que chaque groupuscule tente de se couvrir, et lui seul, de la couverture populaire ? Parce que, bonnes gens, la France est le pays de trois cents fromages et de presque

2
4

Si vous n'êtes pas capables d'agir pour orienter la colère des jeunes, des étudiants, celle des travailleurs indépendants,

Si vous ne concevez pas que nous sommes embarqués, tous, nous, vous, eux, sur la même galère capitaliste,

Si vous n'êtes pas capables de piger que, une fois l'amiral foutu à l'eau, il nous faudra bien ensemble ahaner aux rames,

Si vous ne saisissez pas qu'il ne s'agit plus de discuter, de foutre le bordel dans l'UNEF, d'être des démolisseurs, alors que nous voulons construire,

Alors, gauchistes, mes amis, mes camarades, vous êtes foutus ! Le peuple mené par ses mauvais bergers vous passera sur le ventre, vous foutra la balle stalinienne dans la nuque, aidé et sollicité par des chefs immondes.

Mais si, au contraire, du sein des masses surgit le mouvement unitaire nécessaire, c'est le contraire qui se produira. Non pas l'étripage des autres mais la victoire de l'Intelligence sur le Catéchisme, celle de l'Idée sur la Nuit. Si c'est à cela que vous me conviez, alors je suis des vôtres.

Sinon, nous continuerons seuls notre travail de taupe, assurés que nous serons de retrouver le jour avant vous. Et, croyez-moi, je me sens encore bon pied bon œil pour vous aider dans votre lutte. Et d'autres avec moi qui vous seront plus précieux encore. Alors, avec le PSU, dans le PSU, hors du PSU, rassemblement !

Maurice JACQUIER ■

* Simple militant - 368 p., 36 F à la librairie TS.

(1) POUM : Parti Ouvrier d'Unification Marxiste.
(2) PSOP : Parti Socialiste Ouvrier et Paysan.
(3) MNR : Mouvement National de la Résistance.
(4) MLP : Mouvement de Libération du Peuple.

école-formation

● Le numéro 2 du Bulletin du Secteur Ecole-Formation est paru. Au sommaire :

— A propos de la loi d'orientation de l'enseignement secondaire (groupe Ecole - Besançon) ;

— La politique de la petite enfance (extraits d'une conférence de presse du GEDREM) ;

— Tract parents-enseignants-élèves sur les 10 % (Toulouse) ;

— Tract parents-enseignants sur la sélection (Thouars) ;

— Mécanisme de la sélection (1^{re} partie) ;

— Débat sur l'école (secteur Val-de-Seine 78) ;

— Critique de « Reconstruire l'école », Cl. Latrille.

Seize pages : 2,50 F, commandes groupées (20 F les 10). Commandes et règlement à la librairie TS.

actes

● Une revue d'information critique et d'analyse dans le domaine du droit et de la justice vient de paraître. Elle s'appelle « Actes » et se définit comme « cahiers d'action juridique bimestriels ». Son propos, ainsi qu'on peut le lire dans l'éditorial du numéro un, est de « remettre en cause l'institution judiciaire », en cherchant notamment à « rompre l'hermétisme du langage archaïque, le labyrinthe de la procédure formaliste, le mandarinerat de ceux qui enseignent et le conservatisme de ceux qui pratiquent le droit comme une vérité établie ».

Ce premier numéro comprend, entre autres, un « dossier de défense » sur les charges locatives : le point sur la situation des réfugiés politiques, ainsi que des articles sur le pouvoir disciplinaire de l'employeur dans l'entreprise et sur les aspects médicaux de la torture.

A noter que le numéro 2 comprendra un article sur « la justice à Djibouti et le cas d'Osman Rabeh ».

● « Actes », 1, rue des Fossés St-Jacques - 75005 Paris. L'exemplaire : 6,50 F - abonnement d'un an 35 F.

CFDT aujourd'hui

LA revue « CFDT-aujourd'hui » en est à son numéro 5. Animée par Albert Detraz et Pierre Rosenvallon, elle est née

sans grande publicité au printemps 1973. Se voulant revue d'action et de réflexion, elle allie sur les sujets traités des notes techniques, directement utiles au militant syndical ou politique, et des articles de fond. Mais toujours, y compris dans les analyses de caractère théorique, le souci majeur est d'être compris par des lecteurs qui ne sont pas habitués aux abstractions intellectuelles. Pédagogique, telle est donc la qualité première de cette nouvelle publication de nos camarades cédétistes.

Que ceux qui ne connaissent pas encore cette revue prennent contact avec elle par son numéro de janvier-février qui vient de paraître.

J. G. ■

UN AN DANS T.S.

... et maintenant

Voilà. Cette évocation, à grands traits, d'un an de combats, que notre journal s'est forcé de traduire, de porter, voire de susciter. Evocation bien incomplète : la place manque, et nous avons pris des raccourcis, sauté à pieds joints par-dessus bien des faits, des événements, des analyses qui ont eu, à leur temps, leur place dans la parution hebdomadaire de TS.

Nous sommes conscients des défauts et des insuffisances de notre hebdomadaire. Nous reconnaissons qu'il nous arrive de commettre des erreurs de jugement. Nous déplorons les manques.

Vos critiques nous sont souvent utiles, pourvu qu'elles soient constructives, et c'est le cas le plus souvent.

Mais ce que nous souhaitons vivement vous faire comprendre, c'est nos limitations techniques. Si certains articles ne passent pas, si d'autres sont coupés, réduits, c'est le plus souvent en raison de notre manque de place et de notre impossibilité d'absorber et de traiter la masse d'informations qui nous parvient chaque semaine.

La seule solution, c'est le développement du journal — et c'est d'abord un problème matériel. La campagne d'abonnements, lancée au mois d'octobre, est un incontestable succès. Elle doit continuer, et s'amplifier, jusqu'à ce que le mot d'ordre : un abonné nouveau par militant soit devenu une réalité. C'est-à-dire jusqu'à ce que TS touche 10 000 abonnés extérieurs au parti. Nous sommes juste au quart de la course. C'est une course de fond que nous vous demandons à tous de mener jusqu'au bout. Au terme : un grand hebdomadaire politique qui correspondra mieux au rôle et à l'influence grandissante du PSU dans la période actuelle. Concentrez vos efforts sur la promotion de TS. Nous avons le sentiment de tenir le bon bout.

Bernard LANGLOIS. ■

Fin de notre rétrospective d'une année de TS. Ce survol rapide — dont nous donnons aujourd'hui la sixième livraison — a sans doute permis à nos nouveaux abonnés de se faire une idée d'ensemble du journal.

Le combat des travailleurs de Lip a — bien sûr — occupé et continue d'occuper une très large place dans le journal. Mais nous consacrons aussi de nombreuses pages à l'autre événement historique de cette année : l'écrasement dans le sang de l'« expérience » chilienne. Là encore, il n'est pas besoin d'insister. Nous vivons tous, depuis le mardi 11 septembre 1973, avec le Chili dans la tête et sur le cœur...

« Ils ont tué Salvador Allende ! Que la junte militaire qui a fomenté ce coup d'Etat et la droite fasciste qui l'appuie, l'aient assassiné ou poussé au suicide, cela ne change rien au fait brut qui marque ce putsch réactionnaire. Pour reconquérir ses privilèges, la bourgeoisie est prête à tout : à l'assassinat, à la violence, au viol de sa propre légalité. »

« Mais que ces robots de la CIA en uniforme ne croient pas avoir tiré un trait sur la lutte du peuple chilien et sur le formidable espoir que l'expérience de l'Unité populaire a fait naître au cœur des travailleurs et des peuples du monde entier. »

« La justice, la dignité, la fraternité, la vie, ces mots bafoués par la bourgeoisie, les travailleurs chiliens leur ont redonné leur force. En face, la bête immonde ne sait parler que le langage de la mort et de l'ordre. Peuple chilien, les travailleurs du monde entier sont à tes côtés dans ton combat d'aujourd'hui

et de demain. Camarade Allende, nous te saluons, dans ta vie, comme dans ta mort, pour avoir lutté jusqu'au bout. D'autre que toi reprendront, au Chili et dans le monde, ton combat, pour le mener à la victoire, celle des travailleurs, celle de la Révolution socialiste. »

Bureau National du PSU (TS 587 - 12-9-73).

Ce communiqué, publié à la une de TS le jour même du putsch, sera suivi de très nombreux articles de commentaires et d'analyses, correspondant à un effort intense d'information et de mobilisation de tous les militants du parti. Nous multiplierons aussi les témoignages — en provenance directe du Chili sous la botte — et les interviews des représentants des différentes composantes de la gauche et de l'extrême-gauche chilienne (MAPU-Garretton - TS 597 ; MIR - TS 601 ; Gauche Chrétienne - TS 605). Cet effort, bien sûr, va se poursuivre. Nous n'en sommes plus ici à évoquer le passé.

2277 NOUVEAUX ABONNES

C'est bien. Mais cela ne suffit pas pour nous permettre de développer le journal comme il devient nécessaire de le faire. Il n'est pas question de fléchir. Il nous faut doubler (au moins) ce nombre d'ici l'été. T.S. doit au plus vite pouvoir couvrir tout le champ de l'actualité politique, économique, sociale, culturelle, alors,

la bataille pour TS continue !

jusqu'au 15 mars, prix spécial de 60 F. Avec en prime le manifeste du PSU :

“ contrôler aujourd'hui pour décider demain ! ”

un nom :

une adresse :

et un chèque de 60 F

(+ un bouquin, c'est encore donné !)

T.S. 9, rue Borromée - 75015 Paris
C.C.P. Paris 5.826.65